

# la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

---

Dans ce numéro

## **LA GUERRE D'INDOCHINE**

*ses origines et son avenir*

par R. Louzon

## **PROVOCATEURS ASSASSINS !**

par J.-P. Finidori

## **NAISSANCE ET MORT DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE**

par A. Rosmer

## **UN SPECIMEN DE LA FRANCE MODERNE**

**M. GEORGES VILLIERS**  
**DU GANG DES PÉRIPHÉRIENS**

par R. Lapeyre

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois ..... 400 fr.  
Un an ..... 700 fr.

### EXTÉRIEUR

Six mois ..... 480 fr.  
Un an ..... 850 fr.

Le numéro : 10 francs.

### ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction  
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)

Téléphone : CENTRAL 17-08

### PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures  
le samedi, de 17 à 18 heures

### UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 134-98 Paris

## Sommaire du N° 58 - Février 1952

La guerre d'Indochine, ses origines et son  
avenir .....

R. LOUZON

Protestations massives ! .....

J.-P. FINEBOHI

Les Tunisiens debout contre le Guepion

R. L.

Naissance et mort de la Troisième Inter-  
nationale .....

A. ROSMER

Un épisode de la France moderne, M.  
Georges Villiers, du gang des périphé-  
ries .....

R. LAPETHE

Paternalisme et nationalités (rectification)

J. PERA

D'un bloc à l'autre : propos sur... obser-  
vations .....

R. HAGNAUER

### A travers le monde

Elections aux Indes — Litvinov .....

A. R.

### La renaissance du syndicalisme

La mystification de l'école russe .....

FRANC

L'idée vivante du regroupement syndical

G. WALUSINSKI

Conférence de la « R.P. » le 17 février sur  
les perspectives du regroupement  
syndical

### Livres et revues

George Sand, par Edouard Doussin .....

Y. DELAUNAY

### Documents

Activité du Cercle Zismerwald (janvier  
1952).

### Entre nous

Projet d'un exilé .....

J.-P. F.

### D'où vient l'argent ?

Récolte de l'exercice 1951. — Situation  
au 20 janvier 1952.

### Les faits du mois

# LA LIGUE SYNDICALISTE

## La Ligue syndicaliste se propose :

1° De travailler à la renaissance du syndica-  
lisme révolutionnaire, en faisant prédominer  
dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit  
de tendance, de secte ou de parti, afin de réali-  
ser le maximum d'action contre le patronat et  
contre l'État ;

2° De défendre l'indépendance du syndicalis-  
me à l'égard du gouvernement comme à l'égard  
des partis. La charte d'Amiens bant en 1952  
comme en 1906. La théorie de la direction uni-  
que du parti et des syndicats, c'est-à-dire du  
rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à la  
division et à l'impuissance. La politique de la  
présence, sans radical ni garanties, rend la  
C.G.T. dépendante du gouvernement ;

3° De rappeler que l'unité syndicale implique  
une maison confédérale habitable pour tous les  
syndiqués, la démocratie syndicale étant respec-  
tée du haut en bas de la C.G.T., les fonction-  
naires syndicaux ne se considérant pas comme  
une bureaucratie amnésique et ne regardant  
pas les syndiqués comme de simples contribu-  
bles ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndi-  
cale en procédant à l'examen des problèmes

pratiques et théoriques posés devant le mouve-  
ment ouvrier, en préconisant la formation de  
Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant  
dans la pratique journalière, qu'étudier et bien  
se battre ne s'excluent pas, au contraire ;

5° De lutter contre le chauvinisme qui déferle  
jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndi-  
cale mondiale. La place des travailleurs n'est ni  
derrière l'impérialisme américain ni derrière  
l'impérialisme russe. Elle est derrière une Inter-  
nationale syndicale ne confondant son rôle ni  
avec le Bureau international du Travail ni avec  
l'Organisation des Nations Unies. Une Interna-  
tionale qui appelle avec plus de force qu'il y a  
cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir.  
Chaque effort donné à une institution gouver-  
nementale est un effort volé à la C.G.T. et à  
l'Internationale ;

6° De rappeler sans relâche que le syndicalis-  
me ne peut s'édifier avec puissance que sur les  
triples fondations de l'indépendance, de la lutte  
de classes et de l'internationalisme ;

7° De maintenir vivant le précepte de la Pre-  
mière Internationale : l'émancipation des tra-  
vailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs  
eux-mêmes.



# LA GUERRE D'INDOCHINE

## SES ORIGINES ET SON AVENIR

Est-ce l'indice d'un changement de position dans l'attitude des partis gouvernementaux envers la « guerre du Mexique » de la IV<sup>e</sup> République, ou n'est-ce que battage vendant à donner le change, ou même peut-être une simple opération de changement à l'égard de l'Amérique, toujours est-il qu'il y a sans doute plus qu'une coïncidence entre la déclaration du radical Deladier à la Chambre, le 28 décembre, affirmant qu'on se trouve, en Indochine, en présence d'une insurrection populaire qui est un mouvement large et profond analogue à tous les mouvements qui, depuis quelques années, se sont emparés de tout le continent asiatique, et demandant, en conclusion, la signature d'une armistice en Indochine, l'organisation d'un référendum, et le retrait des troupes françaises dans les ports du littoral — et le discours du M.R.P. Schuman, quelques jours plus tard, au congrès de son parti, envisageant, lui aussi, la possibilité d'une armistice en Indochine, au moins dès qu'aurait été conclu un armistice en Corée.

Peut-être aussi n'y a-t-il pas que simple coïncidence entre les déclarations de ces messieurs et le fait que les avions français se mettent à tomber sur les champs de bataille tonkinois, du fait de la D.C.A. vietnamienne, maintenant sans doute dirigée par radar.

C'est donc le moment de rappeler dans quelles conditions s'ouvrit cette guerre insensée et d'envisager les conséquences désastreuses qu'elle entraîne dès aujourd'hui et quelle entraînera bien davantage encore demain.

Fin 1945. La guerre mondiale vient de cesser. Les Japonais ont capitulé.

Cela se traduit en Indochine par deux faits principaux. D'une part, les troupes nationalistes chinoises franchissent la frontière et occupent certaines positions « stratégiques » au Tonkin ; d'autre part, le peuple annamite qui, durant le demi-siècle pendant lequel il a été soumis à la domination française, a toujours été en rébellion ouverte (« Pavillons noirs », Yen-Bay, etc.) ou larvée contre la France, dépose son empereur, qui n'a jamais été qu'un jouet entre les mains de l'administration française, en même temps qu'il s'empare des armes des Japonais et qu'il organise son propre gouvernement, en toute indépendance, sans demander rien à personne et sans que la France puisse intervenir, car elle n'a là-bas plus de soldats : c'est la République du Viet-Nam. Etat qui englobe toute la partie annamite de l'Indochine française, depuis la frontière de Chine jusqu'à la pointe de la Cochinchine. Cet Etat a son président, ses ministres, et aura un peu plus tard son Assemblée constituante.

Les Français qui sont établis en Indochine et qui, dans l'ensemble, ne sont pas molestés, y demeurent, et ils reconnaissent, ou, plus exactement, ils subissent le fait accompli.

### L'accord du 6 mars 46

Cependant, en France aussi un gouvernement provisoire s'est constitué, et, dès septembre 45, celui-ci envoie des troupes en Indochine, mais elles

ont soin de ne débarquer que là où les nationalistes indochinois sont le moins forts et où l'emprise française est la plus grande, c'est-à-dire dans le Sud du pays, en Cochinchine, la partie de l'Indochine où la France est établie depuis le plus longtemps et où se sont installés les grands planteurs de caoutchouc (Michelin et consorts). Après une dizaine de jours d'opérations (du 12 au 23 septembre), Saigon est occupé, puis Cholon, mais la plus grande partie des terres du delta demeure entre les mains des troupes du Viet-Nam qui, dès ce moment, se livrent à la double tactique qu'il n'y a pas abandonnée depuis lors. D'une part, dans la campagne : guérillas, et d'autre part, à la ville : attentats à la grenade et à la bombe.

Par contre, dans le Nord, au Tonkin, qui est toujours occupé par l'armée chinoise, les Français ne se livrent d'abord à aucune tentative de reconquête. Mais, fin février 46, la Chine signe avec la France un accord par lequel elle s'engage à retirer ses troupes d'Indochine au fur et à mesure que celles-ci seront relevées par des troupes françaises. Il va donc falloir que ces dernières pénètrent au Tonkin : elles vont s'y trouver face à face avec le Viet-Nam, en plein dans sa forteresse. Or les Français ont encore très peu de monde, ils préfèrent donc occuper le Tonkin en amis plutôt qu'en ennemis, c'est pourquoi ils négocient. Ils négocient avec le Viet-Nam, et ces négociations se terminent par un accord signé à Hanoi, d'une part, par Sainteny, délégué du gouvernement français, et d'autre part, par Ho Chi Minh et Vu Hong Kham, respectivement président et délégué du Conseil des ministres de la République du Viet-Nam.

C'est l'accord du 6 mars.

Cet accord, véritable traité, est fondamental. C'est lui qui, à partir de ce moment, doit régler les rapports entre la France et le Viet-Nam.

En voici le texte :

Entre les Hautes Parties ci-après désignées, le gouvernement de la République française, représenté par..., et le gouvernement de la République du Viet-Nam, représenté par...  
Il est convenu ce qui suit :

1. — Le gouvernement français reconnaît la République du Viet-Nam comme un Etat libre ayant son gouvernement, son parlement, son armée et ses finances, faisant partie de la Fédération indochinoise et de l'Union française. En ce qui concerne la réunion des trois R<sup>g</sup> (1), le gouvernement français s'engage à extérioriser les décisions prises par les populations consultées par référendum.

2. — Le gouvernement du Viet-Nam se déclare prêt à accueillir amicalement l'armée française lorsque, conformément aux accords internationaux, elle relèvera les troupes chinoises. Un accord annexé joint à la présente convention préliminaire fixera les modalités selon lesquelles s'effectueront les opérations de relève.

3. — Les stipulations ci-dessus entreront immédiatement en vigueur. Aussitôt après l'échange des signatures, chacune des Hautes Parties contractantes prendra toutes mesures nécessaires pour faire

(1) Les trois R<sup>g</sup>, c'est-à-dire : la partie nord de l'Indochine, ou Tonkin, la partie centrale, ou Annam proprement dit, et la partie sud : la Cochinchine.



cesser sur-le-champ les hostilités, maintenir les troupes sur leurs positions respectives et créer le climat favorable nécessaire à l'ouverture immédiate de négociations amicales et franches. Ces négociations porteront notamment sur :

- a) les relations diplomatiques du Viet-Nam avec les Etats étrangers ;
- b) le statut futur de l'Indochine ;
- c) les intérêts économiques et culturels français au Viet-Nam.

Ainsi, c'est très net : le Viet-Nam est reconnu comme un Etat libre, ayant son propre gouvernement, son propre parlement, son armée particulière et ses finances ; par la suite, on étudiera quels rapports devront être établis entre le nouvel Etat et, d'une part, les parties non annamites de l'Indochine, Cambodge, Laos, etc. la Fédération indochinoise », et, d'autre part, avec la France (le Union française »).

A cet accord général était joint un accord spécial militaire dont le texte n'a pas été officiellement publié par la France, mais qui, d'après le Monde du 10 mars, se référant à une déclaration du Viet-Nam, stipulait que les troupes françaises seraient, au départ, de 15.000 hommes mais qu'elles seraient « réduites de 30 % par an, ce qui implique une évacuation totale dans un délai de cinq années ».

### Première violation

Or, trois mois plus tard, cet accord devait être, une première fois, violé. Au lieu d'organiser le referendum auquel il s'était engagé, le gouvernement français constitua, le 1<sup>er</sup> juin à Saigon, un gouvernement cochinchinois (dont le chef devait d'ailleurs se suicider quatre mois plus tard) complètement indépendant de celui du Viet-Nam. Premier déchirement du traité, première agression.

### Le « modus vivendi » du 14 septembre 46

Cette violation flagrante de l'accord du 6 mars n'empêcha cependant point les « négociations amicales et franches » prévues par ledit traité de s'ouvrir, d'abord en Indochine même, à Dalat, puis, en France, à Fontainebleau.

Nous ignorons ce qui se passa au cours de ces conférences, quelles furent les demandes qui y ont été formulées, tant par les représentants du Viet-Nam que par ceux de la France. Il est seulement à présumer que, conformément à la politique invariable suivie depuis un siècle par la France en matière coloniale, celle-ci voulut retirer d'une main ce qu'elle accordait de l'autre, donner la liberté en principe, mais la refuser en fait.

Quoi qu'il en soit, ces entretiens de Fontainebleau ne permirent point d'établir un statut définitif de l'Indochine ; on ne parvint qu'à un accord très limité, tout à l'avantage de la France d'ailleurs, et qu'un baptême du nom de « modus vivendi franco-vietnamien ». Ce modus vivendi fut signé le 14 septembre à Paris, d'une part, par Moutet, ministre de la France d'outre-mer du gouvernement provisoire, et d'autre part, par Ho Chi Minh, président de la République du Viet-Nam, venu spécialement en France à cette occasion. La disposition essentielle de ce modus vivendi était qu'il devait être mis fin aux hostilités dans toute l'Indochine :

Souscriteur — disait son article IX — d'assurer au plus tôt en Cochinchine et dans le Sud-Annam la restauration d'un ordre public aussi indispensable au libre épanouissement des libertés démocratiques qu'à la reprise des transactions commerciales, etc... le gouvernement français et le gouvernement de la République démocratique du Viet-Nam arrêtent en commun les mesures suivantes :

a) Il sera mis fin de part et d'autre à tous actes d'hostilité et de violence ;

b) des accords des états-majors français et vietnamien régleront les conditions d'application et de contrôle des mesures décidées en commun ;

c) Il est précisé que les prisonniers actuellement détenus pour des motifs politiques seront libérés. Il en sera de même pour les prisonniers faits au cours d'opérations.

Les autres dispositions visaient le régime des biens français en Indochine, notamment de ceux qui avaient été réquisitionnés par le gouvernement du Viet-Nam — la possibilité pour les Français d'ouvrir librement des établissements d'enseignement — le choix de Français comme experts, de préférence à toute autre nationalité, etc.

D'autre part, il était spécifié qu'une monnaie unique serait établie pour tous les Etats d'Indochine et qu'une union douanière existerait entre eux. Etant donné l'usage extraordinaire que l'on va faire de cette dernière disposition, nous en reproduisons le texte intégralement :

Art. VI. — Le Viet-Nam forme avec les autres pays de la Fédération indochinoise une union douanière. En conséquence, il n'existera aucune barrière douanière intérieure, et les mêmes tarifs seront partout appliqués à l'entrée et à la sortie du territoire indochinois.

Un comité de coordination des douanes et du commerce intérieur, qui pourra d'ailleurs être le même que celui de la monnaie et des changes, étudiera les mesures d'application nécessaires et préparera l'organisation des douanes de l'Indochine.

En échange de tout cela, le Viet-Nam n'obtenait guère que la promesse (dans une déclaration annexée au modus vivendi) que le referendum prévu par l'accord du 6 mars sur la réunion en un seul Etat de toute la région annamite de l'Indochine aurait lieu.

### OU FUT L'AGRESSEUR

Les dispositions contenues dans le modus vivendi devaient entrer en vigueur le 30 octobre. La disposition essentielle, avons-nous dit, était la cessation des hostilités en Cochinchine, et c'était celle dont manifestement l'application était la plus délicate. Cependant, de ce côté, dans l'ensemble, tout marcha bien.

Voici les deux ordres qui furent donnés, à la veille du jour où les hostilités devaient cesser, le 29 octobre, par les autorités militaires des deux parties :

Celui du Comité cochinchinois du Viet-Nam :

Le président du Comité donne l'ordre à toutes les sous-commissions, à tous les membres du Comité, en quelques endroits qu'ils se trouvent, conformément aux ordres de son chef, M. Nguyen Binh, commandant en chef de l'armée vietnamienne dans le Nambo (1), de cesser toute activité avant le 30 octobre à minuit afin de montrer notre esprit unanime franco-vietnamien. Cependant, il faut se tenir prêt à toute éventualité qui serait créée par des provocateurs qui porteraient atteinte à l'unité franco-vietnamienne et entraveraient en fait entre nos deux peuples en continuant à exercer des représailles. Nous, Français et Vietnamiens, devons être prêts à faire disparaître cette éventualité quand elle se produira (2).

(1) C'est-à-dire la Cochinchine et les territoires avoisinants.

(2) Le Monde, 31 oct. 46. Toutes les citations qui suivront seront prises au Monde, d'une part, parce que ce journal était considéré à l'époque comme le plus « sérieux », et qu'il est sans doute celui qui publia le plus de dépêches sur l'Indochine.



En exécution des clauses du *modus vivendi* signé à Paris le 14 septembre entre le ministre de la France d'outre-mer et le président Ho Chi Minh, les hostilités devront cesser le 30 octobre.

Les troupes françaises se conformeront à cet ordre et resteront sur leurs positions à partir de cette date, devant être prêtes à riposter à toute attaque, ainsi qu'à interdire tout mouvement des troupes adverses. Il ne conviendrait pas, en effet, qu'à la faveur de ce statut, des bandes d'hommes armés profitent du répit pour se regrouper en certains points stratégiques d'où ils pourraient menacer ultérieurement la sécurité de ce pays (3).

Ces deux ordres sont l'un et l'autre corrects, à cela près, cependant, que, sauf stipulations contraires, une cessation des hostilités n'implique nullement l'interdiction d'un regroupement de troupes, mais l'on remarquera le contraste entre le ton chaleureux de l'ordre de cesser le feu du Viet-Nam, insistant sur l'amitié franco-vietnamienne, et la teneur de l'ordre français dont les trois quarts sont consacrés à des menaces à peine voilées.

Simultanément, le ministre de la Justice de la République du Viet-Nam déclarait devant son Assemblée constituante que « les biens français réquisitionnés allaient être restitués à leurs propriétaires, des commissions mixtes spéciales devant fixer les modalités du transfert » (4).

Cependant, la puissante colonie française de Saigon, ainsi que le haut commissaire de la République, le moine Thierry d'Argenlieu, tentèrent presque aussitôt de brouiller les cartes.

Dès le 8 octobre, Thierry protesta auprès de Ho Chi Minh parce que le Comité du Viet-Nam en Cochinchine continuait d'exister : « Cette existence, dit-il, est absolument incompatible avec les accords conclus » (5).

Ce à quoi le gouvernement du Viet-Nam répondait fort justement :

L'état de fait caractérisé par la coexistence en Cochinchine de troupes d'occupation françaises d'une part et d'organismes militaires vietnamiens d'autre part a été consacré par l'accord du 6 mars 46 et le *modus vivendi* du 14 septembre 46 selon lesquels la situation de facto en Cochinchine doit demeurer inchangée jusqu'au referendum. Le gouvernement de Hanoï assure que l'existence du comité ne tend qu'à l'application intégrale des clauses militaires du *modus vivendi* et ne peut que faciliter la réalisation de la politique générale de coopération (6).

Quant aux Français de Saigon, estimant sans doute insuffisante la docilité de l'Indochinois qu'ils avaient mis à la tête du gouvernement cochinchinois, ils firent exiger par le « Conseil de Cochinchine », où ils étaient tout-puissants, la constitution immédiate d'un nouveau gouvernement, ce qui amena dès le lendemain le suicide du ministre disgracié, Thinh, effrayé sans doute de la nature de la galère sur laquelle il s'était laissé embarquer.

Mais tout cela fit long feu, et les hostilités ne se rallumèrent point, le Viet-Nam étant bien résolu, pour sa part, à respecter le *modus vivendi*. Si bien que le *Monde*, qui n'est pas positivement un journal révolutionnaire, pouvait écrire, le 17 novembre, sous la signature de Jacques Guérif : « Le calme règne à peu près complet sur le territoire cochinchinois (6), mais des tentatives terroristes n'en restent pas moins possibles. » Possibles ? Évidemment !

Ce n'était pas en Cochinchine que le drame allait éclater. Un an auparavant, alors que les troupes françaises en Extrême-Orient n'étaient encore qu'une poignée, c'était au point faible, en Cochinchine, qu'elles avaient attaqué, et, six mois plus tard, en mars, elles ne s'étaient pas senties encore assez fortes pour s'en prendre au Viet-Nam au Tonkin, surtout en présence des troupes chinoises, qui auraient pu se saisir de ce prétexte pour ne pas s'en aller, mais maintenant, en novembre, toutes les troupes chinoises ont quitté l'Indochine, des soldats français les ont remplacées, et l'ensemble du corps expéditionnaire a eu largement le temps d'être renforcé : c'est donc au point fort du Viet-Nam, dans le Nord, que l'on va attaquer, afin d'en finir ainsi, d'un seul coup, avec toutes les velléités d'indépendance. L'enjeu ne va plus être Saigon, mais Hanoï. Hanoï, le cœur et la capitale de la République du Viet-Nam.

Le prétexte, si même on peut appeler cela un prétexte, tellement il était dépourvu de toute apparence de raison, fut trouvé dans l'article du *modus vivendi* qui stipulait qu'une union douanière existerait entre les différents États de l'Indochine.

Une union douanière, tout le monde sait ce que c'est. Le *modus vivendi* avait d'ailleurs eu soin de le préciser. Une union douanière, c'est, d'une part, la suppression de tous droits de douanes entre les différents pays qui en font partie, et, d'autre part, l'établissement des mêmes droits de douanes pour les relations de ces pays avec l'extérieur. C'est cela, et c'est uniquement cela.

Une union douanière n'a jamais donné à l'un des pays qui en font partie, et a fortiori à une tierce puissance, le droit d'établir ses propres douaniers dans l'un des autres pays de l'union. La Belgique et le Luxembourg sont en union douanière depuis trente ans : avez-vous jamais vu des douaniers belges venir, pour cela, installer leurs bureaux aux frontières du Luxembourg, ou vice versa ? Et, encore moins, des douaniers d'un État ne faisant pas partie de l'union belgo-luxembourgeoise ?

Et cependant, si énorme que cela soit, telle fut pourtant la prétention des douaniers français en ce sinistre mois de novembre 46.

Sur l'ordre de je ne sais qui — et c'est un point capital qu'il serait du devoir des parlementaires d'éclaircir si ceux-ci avaient le moindre sentiment de leurs devoirs — les troupes françaises, qui étaient stationnées à Haïphong depuis qu'elles y avaient relevé les troupes chinoises, se fondèrent sur le fait que le *modus vivendi* prévoyait une union douanière entre tous les États de l'Indochine pour installer en ce grand port, pratiquement le seul port du Tonkin, un bureau de douanes, foulant et percevant. Alors que, par l'accord du 6 mars, confirmé par le *modus vivendi* du 14 septembre, on avait reconnu que l'État libre du Viet-Nam avait ses propres « finances », on lui enlevait cette pièce maîtresse de toutes finances : les douanes ! Et on les lui enlevait au principal point de transit !

À quelle date exacte ce bureau de douanes fut-il établi ? Nous n'en savons rien, car il est tout à fait remarquable qu'incapables évidemment, de pouvoir justifier une prétention aussi absurde, les agences de presse françaises n'ont jamais fait mention qu'indirectement de l'établissement ou de l'existence de ce bureau de douanes. Ni avant la journée fatidique du 20 novembre, ni pendant, ni après, le gouvernement français n'en souffla mot, ni n'essaya de fournir la moindre justification.

Tout ce que nous en savons provient de quelques allusions discrètes faites, plus tard, par quelques dépêches d'agences étrangères, ou bien résulte des protestations du gouvernement du Viet-Nam.

(4) Le Monde, 9 novembre.

(5) Le Monde, 13 novembre.

(6) C'est nous qui soulignons.



C'est dans les journaux du 13 novembre que l'on a connaissance pour la première fois de ces protestations :

L'Assemblée nationale vietnamienne — écrit le Monde — a adopté une résolution demandant au gouvernement d'intervenir auprès des autorités françaises pour que soit respectée la souveraineté souveraine et commerciale du Viet-Nam.

Cette intervention aura lieu aussitôt :

Le gouvernement de M. Ho Chi Minh a adressé une protestation au président du gouvernement français au sujet de la création d'un bureau français des douanes et du contrôle du commerce extérieur dans le port de Haiphong et de la perception par les autorités françaises des impôts directs dus au Viet-Nam par les ressortissants français (7).

Le lendemain même du jour où l'on avait connaissance en France de cette protestation, la fusillade éclatait à Haiphong. En voici la version officielle française :

Le 30 novembre, un détachement vietnamien a ouvert le feu sur un bateau français de débarquement qui arraisonnait une jonque chinoise se livrant à la contrebande. L'incident se propagea au quartier chinois et au marché de Haiphong, où des militaires français furent assassinés. La fusillade devint bientôt générale. Les Vietnamiens bombardèrent par mortiers les cantonnements français du quartier de la gare. Des barricades furent dressées. Au cours de la riposte des troupes françaises, celles-ci s'emparèrent du théâtre et des postes vietnamiens dans le quartier français.

Plusieurs soldats et officiers français ont été tués, un nombre desquels le commandant Camoli, chef de la liaison franco-vietnamienne. 25 soldats ont été blessés, dont plusieurs grièvement.

Informé de cette situation, le général Morlière, commandant de la République par intérim au Tonkin et au Nord-Annam, a adressé une protestation au président Ho Chi Minh. La liaison franco-vietnamienne locale s'étant révélée impuissante, le général, dans un esprit de conciliation, a donné l'ordre aux troupes françaises de cesser le feu et de s'abstenir de tout acte d'agression.

Le même jour, le colonel Lami, directeur des Affaires politiques et administratives, a conclu un accord avec M. Nam, sous-secrétaire vietnamien à l'Intérieur. L'accord prévoit la cessation immédiate du feu et le retour des troupes françaises et vietnamiennes dans leurs cantonnements respectifs, en attendant l'arrivée d'une mission mixte franco-vietnamienne qui a dû quitter Hanoi pour Haiphong (8).

Acceptons ce récit tel quel ? Acceptons qu'un détachement vietnamien, pour mettre fin aux opérations illégales des douaniers français, ait tiré sur un bateau français arraisonnant une jonque chinoise ; mais n'était-il pas dans son droit le plus strict ? Comment un Etat « libre », auquel on a reconnu explicitement tout pouvoir sur ses finances, peut-il considérer des individus qui s'arrogent le droit de percevoir des droits de douanes sur son territoire ou dans ses eaux territoriales, sinon comme des pirates ? S'il y a eu agression contre un bateau de douanes français, elle ne peut être considérée que comme un acte de légitime défense contre l'agression première qui a consisté à priver un Etat d'un droit qu'on lui a formellement reconnu.

Par ailleurs, il semble résulter du communiqué ministériel que nous venons de reproduire que les autorités françaises, en tout au moins certaines d'entre elles, furent effrayées de l'ampleur de la réaction suscitée chez les Vietnamiens par l'établisse-

ment de ce bureau de douanes, que certaines d'entre elles, peut-être n'approuvaient pas, et qu'elles essayèrent d'apaiser les choses.

Avec l'aide de la mission mixte franco-vietnamienne envoyée aussitôt de Hanoi, elles y parvinrent.

Une dépêche datée de Hanoi 23 novembre déclare, en effet :

A la suite d'un accord réalisé sur place, hier soir, entre le colonel Kerkel, agissant au nom du général Morlière, et M. Hoang Hu Nam, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur vietnamien, le calme reviendrait progressivement à Haiphong. Selon les milieux officiels les pertes vietnamiennes seraient de plus de 200 tués (9).

Quelques jours plus tard, le colonel Lami, au cours d'une conférence de presse à Hanoi, se plaindra qu'il a e fallu plus de 24 heures pour que M. Hu Nam pût faire cesser le feu par les Vietnamiens, ce qui confirme que le feu cessa, et que c'est le délégué vietnamien qui le fit cesser.

Au soir du 23 novembre, tout semblait donc s'arranger. L'alerte avait été chaude, mais elle était terminée. Or cela ne pouvait faire l'affaire du parti de la guerre. La provocation de la douane n'ayant eu qu'un effet limité, il fallait en ajouter une autre, plus directe.

Et c'est alors que, deux jours plus tard, le 25, se produisit cette chose inouïe : agissant, soit de son propre chef, soit, plus probablement, sur l'ordre d'un chef plus haut placé, et sous le prétexte facile que la communauté chinoise avait été « prise à partie », dira plus tard Lami (10), le colonel Debes « invite » (sic) les Vietnamiens à « évacuer les quartiers chinois et français de Haiphong », et il exige une « réponse immédiate », du fait que les Vietnamiens posent des mines et érigent des barricades à quelques mètres des postes français (11). Les Vietnamiens répondent, ce qui va de soi, que l'ultimatum n'est pas conforme aux accords qui viennent d'être conclus, et qu'ils n'avaient pas d'instructions de Hanoi. En conséquence, à dix heures, dit la dépêche de Hanoi, « ils ont ouvert le feu sur les blindés français » (12). Traduisons qu'à 10 heures, les blindés français sont entrés en action et que les Vietnamiens ont riposté.

C'est alors la tuerie, une tuerie qui durera au moins quatre jours. On ne se contentera pas d'occuper le quartier chinois ; on détruira le quartier vietnamien. On espérera non seulement les fanatiques, les parachutistes et les blindés, mais également l'aviation de bombardement. A cette époque, les staliniens, qui étaient ministres, et qui ont, de ce fait, leur entière responsabilité dans ces événements, se sont bien gardés de révéler ce dernier fait, ils ne l'ont signalé que beaucoup plus tard, à la Chambre, mais leur affirmation n'a pas été démentie et elle trouve une confirmation anticipée dans cette phrase discrète d'un correspondant de presse : « A la suite des derniers combats on signale des dégâts importants dans le quartier vietnamien » (13), dégâts qui, étant donné l'absence à cette époque d'armement lourd, n'ont pu être manifestement effectués que par des bombes d'artillerie.

Finalement, le 1<sup>er</sup> décembre, les troupes françai-

(9) Le Monde, 23 novembre.

(10) Le Monde, 27 novembre. Chose assez peu vraisemblable car quelques mois avant, à peine, le drapeau chinois (le drapeau du Kuomintang) flottait côte à côte avec le drapeau vietnamien dans les manifestations vietnamiennes.

(11) Ce colonel ignore peut-être que mines et barricades ne sont que des moyens défensifs, qu'ils ne sauraient donc, en aucune manière, menacer les postes français, mais seulement servir à se défendre contre eux si ceux-ci attaquent.

(12) Le Monde, 26 novembre.

(13) Le Monde, 4 décembre.

(7) Le Monde, 19 novembre.

(8) Le Monde, 23 novembre.



ses sont entièrement maîtresses de la rive. Un point énorme a été marqué contre le Viet-Nam : on a privé l'Etat « libre » du Viet-Nam de son débouché sur la mer.

### Le 21 novembre : Langson

Simultanément, on venait de la priver également de sa porte de communication avec la Chine.

On connaît l'importance de Langson. Langson, situé tout à fait dans le Nord du Tonkin, commande la passe dite « porte de Chine » qui est la grande et presque seule voie de communication entre le Tonkin occidental et la Chine. C'est le lieu qui avait été l'un des tout premiers objectifs des troupes françaises lors de la conquête du Tonkin et qui fut aussi celui où elles subirent leur première grave défaite, celle qui amena la chute de Jules Ferry.

Or donc, le lendemain même des premiers événements de Haiphong, le 21 novembre, éclate à Langson un « incident », dont voici la version française :

*Alors qu'ils étaient occupés à mettre au jour les cadavres du charnier de Langson, des soldats français ont été attaqués le 21 novembre par des Vietnamiens. 5 soldats français ont été tués, et 3 autres blessés. Le combat s'est prolongé pendant près de deux heures. Mais il semble qu'il soit resté localisé et qu'un calme relatif soit revenu. Le général Morlière, commandant de la République au Tonkin, a protesté aussitôt auprès du président Ho Chi Minh. Il a insisté sur le fait que l'incident paraissait de toute évidence prémédité (14).*

Pourquoi, pour quelles raisons ou sous quels prétextes, des Vietnamiens ont-ils attaqué des soldats français qui déterraient des cadavres ? Les autorités françaises furent absolument muettes sur ce point : en revanche, Ho Chi Minh, probablement, ne l'a pas été. A la suite de la protestation de Morlière, Ho Chi Minh répondit, en effet, par une lettre, mais dont on ne nous donne que cette phrase, qui n'est évidemment qu'une conclusion : « Toute la responsabilité de l'acte d'agression de Langson incombe aux autorités françaises » (15).

Ho Chi Minh a certainement indiqué dans sa lettre pourquoi il estime que la responsabilité de l'incident incombe aux autorités françaises ; pourquoi nous cache-t-on ses raisons ? Bien certainement parce que celles-ci étaient trop probantes et trop gênantes.

Puis, dans notre explication, et bien que la dépêche du 24 que nous venons de citer indiquait que l'incident était resté « localisé » et qu'un « calme relatif » paraissait revenu, deux jours plus tard, le 26, on lit dans le Monde : « A part la citadelle elle-même, la ville de Langson serait actuellement occupée par les troupes françaises. Une tension très vive subsiste. La population vietnamienne évacue la ville tandis qu'on signale des troupes vietnamiennes à quelques kilomètres. Les pertes françaises au cours du récent incident s'élèvent à 11 tués. » (16).

Un peu plus tard, la citadelle était, à son tour, occupée par les troupes françaises, qui, par la suite, s'emparèrent même du pays environnant : « Dans la région de Langson, les troupes françaises font tache d'huile », déclara une dépêche publiée dans le Monde du 18 décembre.

Les communiqués officiels français firent grand état de la quasi-simultanéité entre l'« incident » de Haiphong et celui de Langson ; ils y voient la preuve d'une « préméditation » de la part du Viet-Nam.

Que cette simultanéité provienne d'une prémé-

ditation, nous le croyons volontiers. Mais que cette préméditation ait été le fait du Viet-Nam, c'est ce que l'on peut qualifier, pour le moins, de bien invraisemblable. A quel aurait servi au Viet-Nam de faire tirer à un jour près quelques coups de fusil sur des soldats français de Haiphong et de Langson ? Cela n'aurait eu de signification que si le Viet-Nam avait eu l'intention de rompre avec la France et d'entamer des hostilités généralisées ; or, comme les événements suivants le montreront, tel n'était nullement le cas. De telles provocations, en des lieux où les forces françaises étaient supérieures à celles du Viet-Nam comme le prouva la rapide issue des combats, ne pouvaient que risquer de faire perdre au Viet-Nam le contrôle des deux villes les plus nécessaires au maintien de ses relations extérieures.

Par contre, en fournissant un prétexte à l'occupation de ces deux villes-clés, ces « incidents » servaient remarquablement les desseins de ceux qui cherchaient à réduire à néant la déclaration du 6 mars, puisqu'ils leur fournissaient l'occasion d'étouffer latéralement « l'Etat libre » que leur gouvernement avait reconnu, en le privant de sa liberté de communiquer avec le monde par Haiphong, et avec la Chine par Langson. Ils se firent donc prodigieux. La provocation de la douane de Haiphong ayant porté ses fruits le 20, le 21 se produisit un « incident » à Langson, dont on a si honte qu'on en supprime toute explication.

### Efforts pour la paix

Voilà donc Haiphong et Langson occupées entièrement par les troupes françaises : on a profité, dans chaque cas, de quelques coups de feu tirés par quelques hommes, pour occuper les deux plus grandes villes (après la capitale) d'un Etat dont on a reconnu l'existence et garanti la liberté.

Quelle va être la réaction de cet Etat ? Que va dire, que va faire son gouvernement ? Répondre par la guerre à l'occupation d'une partie de son territoire ? Démarrer le mécanisme et déclencher partout les hostilités ?

Nulllement !

Le gouvernement du Viet-Nam ne se livre à aucun acte d'hostilité ; tout au contraire, il multiplie les déclarations pacifiques et accepte toutes les demandes qu'il lui est possible d'accueillir sans se suicider.

Nous avons vu qu'au premier jour des incidents de Haiphong, il avait envoyé immédiatement une délégation dirigée par l'un de ses sous-secrétaires d'Etat, avec pour mission de faire cesser le feu, et qu'elle y avait réussi.

Peu après, Ho Chi Minh lançait un appel radio-diffusé dont notamment :

*Je fais appel au général Valluy et à tous les officiers français au Viet-Nam pour arrêter sur-le-champ toute effusion de sang entre Français et Vietnamiens. Je fais appel à tous mes compatriotes vietnamiens pour qu'ils conservent tout leur calme, et aux formations d'auto-défense vietnamiennes pour qu'elles se tiennent prêtes à défendre la souveraineté nationale ainsi que les Vietnamiens et les résidents étrangers.*

Et il concluait, dit le Monde, en réaffirmant la volonté du peuple vietnamien de collaborer avec le peuple français sur des bases d'égalité et d'amitié, et en soulignant notamment que « les intérêts économiques et culturels français au Viet-Nam seront protégés par le Viet-Nam » (16).

(16) Le Monde, 27 novembre. Il faut indiquer toutefois que cet appel n'alla pas sans susciter une certaine réaction des milieux militaires vietnamiens estimant qu'Ho Chi Minh n'allait trop loin dans la voie des concessions. Dans une lettre adressée à celui-ci,

(14) Le Monde, 24 novembre.

(15) Le Monde, 26 novembre.



Puis, lorsque, voulant légaliser le coup de force de Haiphong, et en tirer le maximum d'avantages, le général Morillot exige « l'interdiction de stationnement à toutes formations militaires ou paramilitaires vietnamiennes dans la zone de Haiphong », un « contrôle militaire français sur le transit des formations militaires et des embarcations de l'armée vietnamienne à l'intérieur de cette zone », et enfin, le contrôle de « toutes les routes reliant entre elles les diverses garnisons françaises », ce qui équivalait pratiquement au contrôle de tout le réseau routier, le Viet-Nam, au lieu de rejeter purement et simplement ces formidables exigences, propose simplement « la réunion d'une commission mixte chargée de discuter la question » (17), et, lorsque celle-ci est refusée, il se contente d'ajourner sa réponse.

En outre, sur toutes les questions dont ne dépend pas son existence même, le Viet-Nam accède aux demandes françaises :

Deux faits semblent prouver le désir du gouvernement vietnamien d'éviter une rupture complète : reculant sur le refus opposé précédemment aux demandes françaises, il a accepté que l'usine électrique de Hanoi soit gardée par un corps mixte franco-vietnamien et il a accepté également l'envoi d'une mission de liaison mixte à Haiduong, à mi-chemin entre Hanoi et Haiphong (17).

Puis, un peu plus tard :

Il convient de signaler qu'à la suite de la demande adressée par le général Morillot à M. Vu Nguyen Giap, les soldats vietnamiens participeront de nouveau à Hanoi aux patrouilles mixtes (18).

Ho Chi Minh ne se contente d'ailleurs point de négocier avec les autorités françaises locales, c'est à l'Assemblée nationale française et au gouvernement français qu'il s'adresse directement dans un « pressant appel » que le Monde du 10 décembre analyse ainsi :

Après avoir affirmé une nouvelle fois « le désir sincère du gouvernement et du peuple vietnamiens de collaborer fraternellement avec le peuple français » et « le désir du Viet-Nam de faire partie de l'Union française », M. Ho Chi Minh s'élève contre « un certain nombre de Français en Indochine qui agissent contrairement aux accords conclus et pourvoient à l'égard du Viet-Nam une politique de force ».

Enfin, dans le journal Paris-Saigon, Ho Chi Minh publie la pathétique et prophétique adjuration que voici :

Mes compatriotes et moi sommes franchement désireux de voir la paix régner et nous ne voulons pas de guerre. Nous détruisons notre indépendance au sein de l'Union française. Cette guerre, si on nous l'impose, nous la ferons. Nous n'ignorons pas ce qui nous attend. La France dispose de terribles moyens de lutte. Ce sera atroce, mais le peuple vietnamien est prêt à tout supporter plutôt que de renoncer à sa liberté. Cependant, il espère et souhaite de toutes ses forces que nous n'en arrivions pas à cette solution. Ni la France ni le Viet-Nam ne peuvent se payer le luxe d'une guerre sanglante.

Le Comité directeur du Front du Viet-Minh déclarait : « Au nom de 6 millions de combattants vietnamiens en position depuis la porte de Nam-Quan jusqu'à la pointe de Camau, nous demandons au gouvernement d'adopter une attitude plus énergique en ce qui concerne la défense de la souveraineté du Viet-Nam. Nous ne pourrions négocier que si nous sommes capables de nous défendre. » (Le Monde, 9 décembre).

(17) Le Monde, 3 décembre.

(18) Le Monde, 13 décembre.

Le, et reconstruire sur des ruines serait catastrophique (19).

Simultanément, le même journal publiait une déclaration de Sainteny, commissaire de la République au Tonkin, le même qui avait signé l'accord du 6 mars avec Ho Chi Minh et qui semble bien avoir tout fait pour éviter la guerre (il devait être blessé quelques jours plus tard dans ce qui semble bien avoir été de sa part un ultime effort pour arrêter le déclenchement définitif des hostilités) :

Nous sommes aux pires heures ayant précédé le 6 mars. Nous n'avons pas du tout l'intention d'exploiter la situation, et pourtant notre position est forte. Je suis prêt à accueillir toutes les commissions d'enquête internationales. Nous attendons avec le calme des forts.

C'est à Paris, aux responsables de la politique française en Extrême-Orient d'estimer si la question doit ou peut être reconsidérée.

Nous sommes prêts, comme nous l'avons précisé à plusieurs reprises, à un examen de l'intérêt commun et à des conversations sur le statut douanier de Haiphong. Il n'y a pas de raison pour que nous ne nous entendions pas. La France reste fidèle à l'esprit du 6 mars (19).

Cette déclaration de Sainteny était un coup dur pour ceux qui voulaient la guerre. Et vraiment on avait l'intention de ne pas exploiter la situation, si l'on était prêt à accueillir toutes les commissions d'enquête internationales, si l'on faisait appel à Paris pour reconsidérer la question, si l'on entamait des conversations sur le statut douanier de Haiphong, et si l'on restait fidèle à l'esprit du 6 mars, alors tout le complot issu des « incidents » de Haiphong et de Langson risquait de s'effondrer.

D'autant plus qu'un nouveau gouvernement venait de s'installer en France et que ce gouvernement était un gouvernement « socialiste », exclusivement socialiste, présidé par Léon Blum. Gouvernement en qui, dans leur candeur, les dirigeants du Viet-Nam crurent voir le salut.

« J'approuve pleinement la politique d'amitié à l'égard du Viet-Nam préconisée par M. Léon Blum, et je le remercie d'avoir compris l'état d'esprit du peuple vietnamien », a déclaré M. Ho Chi Minh, commentant pour la presse vietnamienne l'article du leader socialiste paru récemment dans le Populaire (20).

Et la dépêche ajoute :

L'élection de M. Léon Blum à la présidence du gouvernement français a été accueillie avec satisfaction par les milieux politiques vietnamiens. Ils pensent que son arrivée au pouvoir permettra de pratiquer une politique de loyauté et de collaboration entre les peuples français et vietnamien pour la défense de leurs intérêts communs.

Par conséquent, il faut se hâter de brusquer les choses. Éviter que les efforts de Sainteny, et peut-être les bonnes intentions de Blum, ne risquent d'aboutir.

Pour cela un seul moyen : frapper de nouveau, frapper fort, et frapper, cette fois, directement au cœur, à Hanoi même, capitale de l'Etat du Viet-Nam, là où réside son président, et où son Assemblée nationale tient ses assises.

C'est donc ici, à Hanoi, que, dans la semaine même qui suivra l'arrivée des socialistes au pouvoir, le complot va se dénouer.

## Le 20 décembre : Hanoi

On ne peut pas dire que les événements de Haiphong et de Langson aient passé inaperçus à Ha-

(19) Le Monde, 13 décembre.

(20) Le Monde, 13 décembre.



naï. La population s'en émut fortement. On se mit à creuser des tranchées, à poser des mines, tous les préparatifs de défense habituels à ceux qui s'attendent à être attaqués. Aussi, les dépêches de presse signalèrent-elles à plusieurs reprises qu'un état de « tension » existe dans la ville. Cependant, jusqu'au 17 décembre, aucun incident n'est signalé. En revanche, à partir de cette date, soit donc à peine quelques jours après l'avènement de Blum, les « incidents » se précipitent à une allure accélérée.

Une dépêche du 18 relate ainsi un premier incident :

*An cours d'un incident qui s'est produit hier matin à Hanoi trois soldats français et une quinzaine de Vietnamiens ont été tués.*

On donne certains détails sur les circonstances dans lesquelles s'est produit l'incident. Un camion militaire transportant du ravitaillement a essayé le feu d'un poste vietnamien du Tu Ve (groupe d'auto-défense militaire) à proximité du grand lac. Deux soldats français ont été tués. Peu après, un peloton d'intervention français a réagi. Des obus ont été tirés contre le pôle de maisons abritant des tireurs vietnamiens. Les habitations ont pris feu et une quinzaine de Vietnamiens, civils et militaires, ont été tués ou brûlés (21).

Ainsi, des coups de feu ont été tirés, on ne sait pour quelle raison, contre un camion français, et, en représailles, tout un pôle de maisons annamites est brûlé, les civils qui étaient dedans compris.

Second « incident », le même jour. Il a lieu dans l'usine électrique où le gouvernement vietnamien avait accepté, quelque temps auparavant, la présence d'un poste de garde français conjointement avec la garde annamite. Cette fois, on ne se donne même pas la peine de fournir aucune explication, ni justification. Tout ce qu'on sait, c'est qu'il y a un tué, et que c'est un Annamite — et qu'en protestation les ouvriers de l'usine ont fait grève :

Un autre incident s'est produit également hier matin à la sous-station électrique où, récemment, a été installée une garde mixte franco-vietnamienne. Un Vietnamien a été tué. Aussitôt les ouvriers vietnamiens se sont mis en grève. Sur l'intervention de la liaison française, le travail a toutefois repris dans la soirée (21).

Enfin, pour ne rien omettre, signalons, bien qu'il ne s'agisse peut-être que d'un crime de droit commun, l'assassinat, chez lui, d'un Français :

Un Français a été tué par des soldats Tu Ve qui ont pénétré dans sa villa. Sa secrétaire a été grièvement blessée. Les Vietnamiens ont pris la fuite (21).

Mais, dès le lendemain, se produit un incident beaucoup plus grave, et dont la préméditation est, cette fois, certaine : des parachutistes français entrent en force dans le quartier indigène de Hanoi. Ils pénètrent dans les maisons, les fouillent et tuent, par surcroît, vingt-cinq « environ » Vietnamiens :

Une centaine de parachutistes français ont fouillé hier le quartier vietnamien de Hanoi, afin de retrouver le corps d'un de leurs camarades qui y avait été assassiné le 12 décembre. On déclare dans les milieux officiels français qu'au cours de cette opération des grenades ont été lancées des maisons vietnamiennes contre ces parachutistes. L'un d'eux a été tué et un autre blessé. Ils ripostèrent alors et 25 Vietnamiens environ auraient été tués. Dès les premiers coups de feu le quartier s'était hérissé de barricades. Toutefois, sur l'intervention des officiers de liaison, un certain nombre d'entre elles ont été abaissées (22).

Après une violation aussi éhontée de leurs domiciles, les Vietnamiens acceptent de démolir leurs barricades ; il faut vraiment qu'ils soient de bonne composition ! Les officiers de liaison du Viet-Nam sont parvenus une fois de plus à empêcher le développement de la réaction populaire. La provocation se trouve ainsi, une fois de plus, ne pas avoir atteint son but.

Alors, c'est le commandement français lui-même qui va entrer en action. Le lendemain, c'est-à-dire le 19 décembre, l'autorité militaire française entreprend de déposséder le gouvernement de ses locaux gouvernementaux et de ses fonctions gouvernementales.

Sous le prétexte que des coups de feu auraient été tirés des bâtiments de la direction des finances et de la direction des communications vietnamiennes, les troupes françaises occupent par la force les bâtiments où sont logées ces deux directions :

Les bâtiments de la direction des finances et de la direction des communications vietnamiennes ont été occupés aujourd'hui sans incident par les troupes françaises. Dans les milieux officiels français, on déclare que cette occupation a été effectuée parce que les Vietnamiens ont tiré de ces bâtiments sur des passants français (23).

Or, il est bien évident que, même en admettant — ce qui est plus que douteux — que des coups de feu aient été tirés de ces bâtiments, toute autorité digne de maintenir la paix aurait signalé le fait aux autorités vietnamiennes et aurait, au besoin, de concert avec elles, perquisitionné les locaux pour trouver les coupables, mais ne se serait point emparé de ces bâtiments, alors que les coups de feu, s'ils ont jamais existé, avaient cessé, puisque l'opération s'est déroulée « sans incident ».

En référer aux autorités vietnamiennes était d'autant plus facile et pouvait d'autant plus aboutir à des résultats tangibles que leur bonne volonté n'était pas nulle. La même dépêche que celle qui signale l'occupation des deux directions ajoute, en effet : « Dans les milieux officiels français, on reconnaît la bonne volonté des officiers de liaison vietnamiens ». Bonne volonté qui n'est point contredite, mais au contraire confirmée par la suite de la phrase : « Mais on constate le mal qu'ils éprouvent à se faire obéir par les troupes Tu Ve ». L'on comprend, en effet, qu'en face d'opérations comme celles des parachutistes, l'indignation de la population ne devait pas être facile à contenir ! Le mérite des officiers de liaison n'en est que plus grand.

Quant à Ho Chi Minh, il fait un dernier effort pour briser la volonté de guerre des militaires français. Le 20 décembre, dans le courant de la journée, il adresse à Léon Blum « un télégramme protestant contre les récents incidents qui ont eu lieu à Hanoi et demandant l'envoi d'une mission parlementaire française en Indochine » (24).

Il devenait donc de plus en plus urgent de précipiter les choses. Aussi, dès le soir du jour où Ho Chi Minh demandait à Blum l'envoi d'une mission parlementaire, ce 20 décembre, à 6 heures et demie du soir, les hostilités éclatèrent. Dans tout Hanoi les troupes françaises et les troupes vietnamiennes sont aux prises et le lendemain, le commandant français pouvait publier un communiqué triomphal :

Les blindés français sont entrés immédiatement en action pour répondre aux attaques vietnamiennes partielles de plusieurs points de Hanoi. Les combats de rues ont duré toute la nuit et à 5 heures du matin, une forte canonnade s'est fait entendre. Vers 8 heures, les troupes françaises appuyées de

(21) *Le Monde*, 19 décembre.

(22) *Le Monde*, 20 décembre.

(23) *Le Monde*, 20 décembre.

(24) *Le Monde*, 21 décembre.



half-tracks, d'obusiers et d'automitrailleuses ont lancé une attaque contre la présidence du gouvernement vietnamien, résidence de M. Ho Chi Minh. Le drapeau français flotte maintenant sur cet édifice et sur le théâtre municipal où siègeait l'Assemblée nationale du Viet-Nam. Etc. (25).

C'est la victoire ! La résidence du président de la République du Viet-Nam et celle de son Assemblée sont devenues françaises. Le gouvernement du Viet-Nam n'existe plus, il est en fuite, proclamera le général Morlière. La déclaration du 6 mars se trouve donc désormais caduque et sans valeur. « Tout est rétabli. » Nous tenons Haiphong, Langson et Hanoi, il ne reste plus à conquérir... que le reste. Affaire de rien ! — Or il y a cinq ans de cela : cinq années pieuses. Et l'Indochine reste toujours à conquérir. Comme au 21 décembre 1946 « nous » tenons toujours, au Tonkin, Haiphong et Hanoi et, plus ou moins, malgré de fréquentes coupures, la ligne et la région qui les relient, mais nous n'y tenons toujours rien d'autre : nous ne tenons même plus Langson.

A qui incombe la responsabilité, non point la responsabilité première, celle-ci résulte de tout ce que nous venons de dire, mais la responsabilité immédiate de cette généralisation des hostilités ? Autrement dit, lesquels, le 20 décembre, à 6 h. 30 ou à 8 heures (les dépêches sur ce point sont contradictoires) ont tiré les premiers ? Les Français ou les Vietnamiens ? Nous ne saurions en décider.

Voici la version française :

Les autorités vietnamiennes ont donné l'ordre d'ouvrir le feu sur les troupes françaises stationnées à Hanoi au moment même où le gouvernement de Paris affirmait de nouveau son désir d'entente, où le ministre de la France d'outre-mer s'apprête à se rendre en Indochine pour rétablir des relations normales.

M. Ho Chi Minh et son gouvernement ont quitté la capitale tonkinoise peu avant l'attaque, sans prendre et au dépit des nombreux contacts courtois qui s'étaient établis au cours de la journée du 19 décembre entre les autorités françaises et vietnamiennes. Au particulier, M. Navi, ministre de l'Intérieur, avait envoyé à 18 h. 30 une lettre amicale au général Morlière dans laquelle il disait notamment : « Le Viet-Nam désire également trouver un terrain d'entente. Je suis très sensible à votre lettre dont la teneur sera soumise demain au conseil des ministres. »

Deux minutes après, la lumière fut coupée, trois ou quatre des généraux ayant été tués ; les mortiers et les armes automatiques du Viet-Nam entraient en action dans tous les secteurs ; des troupes bloquaient les passages à niveau et des mines étaient posées.

A 22 h. 30, la garnison de Haiduong-Mi sur la route de Haiphong à Hanoi était attaquée ; à 1 h. 30, etc. (25).

Sur la version vietnamienne nous avons seulement l'analyse d'une dépêche du correspondant à Saigon de l'agence américaine Associated Press, publiée dans le Monde du 26 décembre, et que voici :

Le correspondant de l'Associated Press à Saigon a rédigé, le 25 décembre, une dépêche parvenue aujourd'hui. Il affirme qu'un émetteur clandestin a diffusé le jour de Noël une déclaration faite par M. Ho Chi Minh.

Selon le poste vietnamien, M. Ho Chi Minh aurait rejeté sur les Français la responsabilité des désordres de Hanoi ; ces désordres auraient été imputables à un ultimatum du 19 décembre demandant l'attribution du contrôle de la police aux auto-

rités françaises. Les Vietnamiens ayant rejeté l'ultimatum, les combats éclatèrent.

Toujours selon la radio clandestine vietnamienne, M. Ho Chi Minh échappa de peu à la mort au cours d'une attaque livrée contre son palais ; au cours de la même attaque, Hoang Minh Gian, sous-secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères, a été blessé.

Or, le fait essentiel de cette dépêche, c'est-à-dire l'existence d'un ultimatum français exigeant la remise des pouvoirs de police aux mains des autorités françaises ne fut pas démenti par les services français, qui se contentèrent de déclarer que les informations diffusées par la radio du Viet-Nam contenaient « beaucoup d'inexactitudes ». Qu'une chose quasi importante que cet ultimatum n'ait point été démentie, est la preuve que l'ultimatum a bien existé.

Ainsi, à toutes les provocations qui n'avaient pas cessé depuis exactement un mois, depuis le jour de l'occupation de Haiphong, s'en ajoutait une nouvelle, et bien plus grave encore, puisqu'il était absolument impossible au gouvernement de Hanoi d'y souscrire, sans, par cela même, accepter sa déchéance : la remise par l'Etat du Viet-Nam de ses pouvoirs de police, attribut essentiel de tout Etat, entre les mains d'un autre Etat.

Dans ces conditions, sont-ce les Français qui, devant le rejet de l'ultimatum, ont reçu l'ordre, les premiers, de tirer, ou bien, sont-ce les troupes du Viet-Nam qui, devant cette dernière exigence, ont compris qu'il n'y avait plus rien à faire pour éviter la guerre et ont tiré les premières ? Je ne sais, mais le point est relativement secondaire. L'important est que les hostilités ont été déclenchées par suite d'un ultimatum et hors de tout droit, et exorbitant et si manifestement provocateur que le gouvernement français n'a jamais osé en prendre publiquement la responsabilité, tout en reconnaissant implicitement qu'il avait été, puisqu'il s'est abstenu de démentir son existence.

## Epilogue

Cette fois donc, les dés sont jetés : armées et généraux tiennent leur guerre.

Cependant Ho Chi Minh ne s'y résignait point.

Dès la veille de Noël, la délégation de la République du Viet-Nam en France remettait à l'Agence française de presse une déclaration dans lequel, d'après le Monde du 25 décembre, l'essentiel :

Nous ne voulons pas de la guerre. Nous voulons la paix dans le respect des accords conclus. La mission au Viet-Nam de M. Moutet (26), ministre de la France d'outre-mer, montre que le gouvernement présidé par M. Léon Blum entend mener là-bas non une politique de force, mais d'entente, de concorde, dans l'intérêt supérieur des deux nations. Au nom du gouvernement de la République démocratique du Viet-Nam, nous déclarons que, tout en sauvegardant l'indépendance du Viet-Nam et son unité nationale, nous entendons fermement collaborer sur la base des accords conclus avec la France dans le cadre de l'Union française.

Le 31 décembre, le Monde recommandait dans un éditorial que, « au moment où M. Moutet et l'amiral d'Argenlieu laissent entendre que les négociations n'étaient plus possibles avec le Viet-Nam, la radio vietnamienne diffusait — et diffuse encore — des informations « dirigées » favorables à une reprise de contacts ».

Plus précise encore cette dépêche publiée le même jour dans le même journal :

(26) Le gouvernement Blum venait de décider l'envoi de Moutet en Indochine.

(25) Le Monde, 22 décembre.



Des journaux de Saigon de langue annamite connus pour leur sympathie pour l'ancien gouvernement du Viet-Nam a publié des éditoriaux agitatifs. Ils proposent toujours notamment un retour aux positions militaires et politiques antérieures du 30 octobre c'est-à-dire aux premiers états de Hu-phong. Ils suggèrent que M. Motet ne quitte pas l'Indochine sans signer un accord provisoire et qu'il déclare que le rétablissement d'un gouvernement siamois à Hanoi serait dispenser le principal obstacle à une tentative de conciliation.

Enfin, en réponse à un télégramme de Biam Ho Cai Minh qui exprime sa satisfaction de l'arrivée de Motet en Indochine (21).

Mais plus importants que toutes les déclarations sont les actes. Or ceux-ci sont en ce qui concerne le Viet-Nam, dans le même sens que ses déclarations. En effet, malgré l'ouverture des hostilités au Tonkin, respectueuses du modus vivendi qui a été conclu depuis le 30 octobre, la cessation des hostilités en Cochinchine les troupes du Viet-Nam de Cochinchine continuèrent à demeurer armées au pied.

Le comité exécutif du Nambo organisateur vietnamien en Cochinchine — aurait reçu des autorités indochinoises l'ordre de laisser ses formations sur leurs positions et de leur interdire toute activité militaire ainsi que tout acte d'hostilité tant que M. Motet ne prendra pas une attitude considérée comme anticoloniale (22).

Mais Thierry d'Argenlieu était en possession déjà de créer les points.

Dans un discours radiodiffusé de Saigon le jour de Noël, bien que le gouvernement du Viet-Nam ait été reconnu par le gouvernement français et que celui-ci ait donc seul le droit de craser de le reconnaître, Thierry d'Argenlieu, de lui-même, désigne ce gouvernement comme l'ancien gouvernement de Hanoi indiquant par là qu'il reconnaît de sa seule autorité de la reconnaître. Et pour qu'on ne s'y méprenne point, ce publie la note suivante :

A Saigon les observateurs politiques ne manquent pas de relever un passage du message de Noël de l'amiral Thierry d'Argenlieu diffusé par la radio de Saigon et dans lequel l'amiral a mentionné l'ancien gouvernement de Hanoi (23).

En outre, pour bien faire savoir publiquement à tous, V. o. n'oublie pas, qu'il n'a eu aucun doute aux Indochinois qu'une indépendance illusoire le même Thierry déclare dans la même allocution :

La France n'entend pas, dans l'état présent de l'évolution des peuples indochinois, leur accorder une indépendance sans condition et totale qui ne serait qu'une fiction gravement préjudiciable aux intérêts des deux parties (24).

C'est clair ! Tout ce que l'on entend donner à l'Indochine, c'est une indépendance sous condition ! Une indépendance de Quisling !

Il ne reste donc plus pour maintenir ou plutôt pour rétablir la paix qu'un seul espoir, celui auquel, nous l'avons vu, se raccrochait désespérément le Viet-Nam : l'arrivée de Motet en Indochine. Mais Motet autrefois défenseur attitré des peuples coloniaux, n'est plus, ni le député d'opposition de jadis, ni un avocat besogneux en quête de clients. Il est ministre ! Ministre socialiste ! Comme tout socialiste il n'a qu'une peur c'est de ne pas paraître assez patriote et, comme tout politicien, il est saisi d'un sentiment d'infériorité totale devant n'importe quel max-tu-vu qui porte

un air formel ! Il ne faudra donc même pas 48 heures à Monsieur l'Amiral Thierry d'Argenlieu, haut commissaire de France, pour mettre le ministre dans sa poche.

C'est ce qu'enregistre le Monde du 29 décembre dans la dépêche suivante, terrible dans sa concision :

On remarquera la parfaite concordance de toutes les déclarations de M. Motet et celles du haut commissaire.

Cette fois, le dernier espoir s'est envolé. Les prévisions de Ho Chi Minh dans sa déclaration à Paris-Saigon vont se réaliser. C'est ce sera atroce. M. le très chrétien Thierry d'Argenlieu a bien travaillé.

Ainsi la suite des événements est très claire.

D'un côté des actes qui, même s'il est vrai qu'ils se soient produits et même s'ils se sont produits sans provocations, ne furent que des actes de quelques na-vi-dus et de l'autre des actions délibérées, d'une toute autre ampleur exécutées sur l'ordre du commandement. Et qui, par conséquent constituent de véritables actes d'agression.

Violation de la parole donnée lorsqu'on organise, sous le référendum prévu par l'accord du 4 mars, un gouvernement propre à la Cochinchine.

Agression lorsqu'on installe une douane à Hu-phong sur le territoire de l'Etat libre du Viet-Nam, sans aucun accord avec celui-ci.

Agression lorsque, le même revenu à Hu-phong après l'incident de la douane, les troupes occupent, d'abord le quartier civil de Hu-phong puis toute la ville.

Agression lorsque, après un incident intemporel et en tout cas, illégitime, les troupes françaises s'emparent de Langson.

Agression lorsque les parachutistes français « fouillent » la ville indienne de Hanoi.

Agression lorsque les troupes françaises occupent les directions des finances et des communications du Viet-Nam.

Agression, enfin, l'ultimatum exigeant du gouvernement du Viet-Nam la remise de ses pouvoirs de police.

Quel est, de toutes ces agressions, le principal responsable ?

Quand il n'était plus ministre, a désigné, vers la fin de sa vie, Thierry d'Argenlieu comme le coupable. C'est bien probable. Cependant, on ne pourra se prononcer en toute connaissance de cause, on ne saura si l'on doit chercher les coupables plus bas, dans les commandements locaux ou plus haut, au ministère, que lorsque l'on saura d'une façon certaine : qui a donné l'ordre d'organiser le gouvernement du Viet-Nam.

C'est à une enquête facile à faire, mais qui reste à faire, elle devra être faite le jour où l'on voudra juger les responsables.

En tout cas, du point de vue de l'histoire, les responsables c'est nous tous. C'est la France, c'est toute la collectivité que représente cette entité qui, du point de vue international, est coupable, puisque le peuple de ce pays, ou par complicité ou

21. Le Monde, 31 décembre  
22. Le Monde, 29 décembre  
23. Le Monde, 27 décembre









# Provocateurs assassins !

Ainsi la France est aussi impérialiste qu'au XIX<sup>e</sup> siècle

Par la Tunisie, toute l'Afrique du Nord risque de s'enflammer provoquant une nouvelle guerre d'indépendance.

C'est possible

Mais en ce moment, 40 millions de Français, du moins des armes parfaites fournies par le plan Marshall, et sans doute les tanks du Pont 4 sont en train d'assassiner 3 millions de Tunisiens !

Un pauvre peuple qui, 70 ans de spoliation et de meurtres n'ont pas guéri du mal de la liberté !

Ah quand il s'agit de refouler le « boche » encore qu'on tienne la tête alors la « liberté » est un fétu. Aujourd'hui « c'est plus que le bœuf » Escrocs et lâches. Qu'il creve !

Pour ce on a tout lâché : police garde mobile, maîtres renégats et autres !

Pas uniquement pour défendre les privilèges des colons et autres hyènes à la Colonne. Non ! On veut encore jouer un rôle international. Et comme on n'a pas grand-chose à donner en échange des sommes américaines, on veut surtout au moins monnayer les colonies — les points stratégiques, les hommes. Pensez donc, en dehors du maître, ne doit disposer des biens et de la vie de l'esclave.

Pour cette besogne infâme, on a fait donner la garde des lorbins de la République française : Quoi d'Orsay, présidence du Conseil, présidence de la République

Voyez les journaux : Schuman Robert et, surtout, Schumann Maurice. Fours Edgar. Aurio Vincent, continuant l'assassinat

Provocations d'abord, suivant la règle du jeu

On ne craint même pas d'insulter aux victimes en confondant les nationalistes libérateurs avec les fascistes « rouges »

Et le peuple de France, blase, lamentable, se dresse de l'hypocrisie « Mende » ou de l'ignoble « F. gare »

Cependant que le C.I.S.L. enquête ! Au lieu de tenter les consciences encore libères, d'appeler, de crier de hurler : A L'ASSASSIN !

J. P. FINIDORI

(1) LUGTT dénonce les conditions punitive à Kasser Mahrou et T. b. a.

Quelques centaines d'habitants de la zone d'occupation ont été envoyés dans les camps de la zone d'occupation. Les autres ont été envoyés dans les camps de la zone d'occupation.

Des avions bombardent les agglomérations et des chars les défilent les uns après les autres.

Franc-Tireur du 25 janvier

## Le martyrologe des peuples soumis à la domination française

(Suite et à suivre)

En Tunisie durant les manifestations qui ont suivi la mort de Bourguiba et autres membres du Neo-Destour il y eut officiellement :

- 1 tué le 16 janvier à Bizerte
- 1 tué le 17 janvier à Ferryville
- 2 tués le 17 janvier à Bizerte
- 10 tués le 19 janvier à Mateur
- 1 tué le 21 janvier à Tunis
- 3 tués le 21 janvier à Nabeul
- 2 tués le 21 janvier à Hammamet
- 7 tués le 23 janvier à Tabarka
- 9 tués le 23 janvier à Sousse

Le bilan officiel de neuf jours de désordre « établi » : 58 morts, dont 0 Français, et environ 400 blessés. (Franc-Tireur du 25 janvier 52)

## Les Tunisiens debout contre le Guépéou

La caractéristique fondamentale des régimes fascistes est la déportation sans jugement, l'internement par « mesure administrative » la suppression de ce droit de l'homme fondamental qui consiste dans le droit de chaque individu de ne point être privé de sa liberté sans jugement. Un jugement public prononcé pour un délit défini, prévu et puni par la loi.

Toute mesure prise secrètement, à la discrétion d'une quelconque autorité, n'est qu'arbitraire, et la définition du fascisme, c'est l'arbitraire.

C'est pourquoi l'Italie mussolinienne était fasciste avec ses déportations aux « îles » par ordre de l'Ovra : c'est pourquoi l'Allemagne

hitlérienne était fasciste avec ses internements dans les camps de concentration par la Gestapo, c'est pourquoi la Russie stalinienne est fasciste avec ses envois en Sibérie par le Guépéou aux multiples noms. Et c'est pourquoi l'homme d'ancien régime que la IV<sup>e</sup> République a envoyé en Tunisie y a établi le fascisme en déportant, sans jugement, Bourguiba et autres, à Tabarka et à Remada.

Mais les Tunisiens ne sont pas fascistes, et ils ne veulent point qu'on leur impose le fascisme. Et ils le font bien voir.

Messieurs les « libéraux » qui dénoncez, et avec raison, le régime concentrationnaire de la Russie, à vous la parole !

R. L.



# NAISSANCE ET MORT DE LA TROISIEME INTERNATIONALE

A propos des livres de BRANKO LAZITCH *Lénine et la Troisième Internationale* (Editions de la Baconnière)  
ALEXANDRE OURALOV *Staline au pouvoir* (Les Iles d'Or éd.)

Ces deux livres que le hasard de leur publication fait sortir en même temps permettent de suivre le développement de la Troisième Internationale, de son aube qui fut la grande espérance du prolétariat après la nuit de la première guerre mondiale à sa destruction définitive quand les hommes qui l'avaient fondée tombèrent l'un après l'autre abattus par les tuteurs staliniens dans les caves de la Loubianka.

Je ne connais pas M. Lazitch. Son livre donne à penser qu'il a travaillé uniquement du dehors, en historien, sans avoir jamais participé au mouvement communiste. La documentation qu'il a rassemblée est remarquable. Il a puisé aux meilleures sources, russes, allemandes, françaises, dans les documents officiels et les écrits de l'époque. Elle est d'autant plus précieuse qu'elle est devenue plus rare, plus inaccessible. Ce n'est certainement pas chez les historiens staliniens qu'on pourrait la trouver.

M. Lazitch remonte tout au début aux débuts de la première guerre mondiale : il étudie minutieusement la formation des oppositions, les premières conférences socialistes contre la guerre, Zimmerwald et Kienthal, les premiers congrès de l'Internationale communiste jusqu'à la mort de Lénine, donnant l'essentiel des débats et des résolutions. Travail très intelligemment fait, très honnête ne comportant qu'un minimum d'erreurs secondaires, auquel je dois renvoyer le lecteur, tous ceux qui n'ont sur cette période qu'une information fragmentaire trouveront là de quoi la compléter. Cela ne veut pas dire que je suis d'accord avec l'auteur quand après avoir exposé les faits, il arrive à ses commentaires et conclusions. Pas du tout, il a demandé à Raymond Aron de préfacier son livre, cela indique sa tendance. Mais avant de formuler mes critiques, je veux transcrire quelques textes pour souligner l'abîme qui sépare l'historien vrai de celui qu'on écrit aujourd'hui.

D'abord des lignes du socialiste anglais Fanberg : « J'ai eu la chance d'assister à la réunion dans laquelle il fut décidé de prendre des mesures en vue de la création d'une troisième internationale communiste... Avant qu'il m'en souvienne, il n'y avait que quatre camarades à cette réunion : Lénine, Tchitcherine, Sirols et moi. Lénine nous soumit un projet de manifeste aux travailleurs du monde, proposant de le faire signer par les représentants du parti russe et des partis étrangers et sympathisants qui se trouvaient alors à Moscou. Après une brève discussion, la proposition de Lénine fut adoptée. » Ce projet de manifeste apporte accessoirement une démonstration nouvelle de la façon dont les staliniens opèrent par falsifications successives pour mettre l'histoire au goût du jour. Ce projet avait été rédigé par Trotsky, et il figure au tome XIII de ses Œuvres complètes, publié à Moscou en 1935. Plus tard, dans les éditions successives des Œuvres de Lénine, il est attribué d'abord à Lénine et Boukharine, puis quand Boukharine est devenu un ennemi du peuple, à Lénine.

Au premier Congrès, réuni à Moscou le 2 mars 1919, les socialistes étrangers présentèrent des rap-

ports sur la situation dans leurs pays respectifs. Celui de Jacques Sadoul commença par ces mots : « Nous sommes reconnaissants aux dirigeants de l'armée rouge et en premier lieu au camarade Trotsky dont l'énergie infatigable, unie à une haute intelligence et à un véritable génie, a rendu possible à l'armée rouge, tombée déjà dans une complète décomposition, de reprendre des forces nou-

Le troisième Congrès est celui au cours duquel Lénine expose ce qu'est la NEP et donne les raisons qui ont présidé à son adoption. Dans la discussion, Alexandra Kollontai reprend les critiques de l'opposition ouvrière, constate que les ouvriers sont repoussés de plus en plus à l'arrière-plan. Boukharine lui répond et Lénine met alors fin aux débats par cette déclaration : « Camarades, je suis complètement d'accord avec ce que mon ami Boukharine a dit. Je n'ai rien à y ajouter et c'est pourquoi je renonce à prononcer un discours de clô-

Ce congrès avait adopté une résolution sur le rôle et la structure des partis communistes. Le congrès suivant (novembre-décembre 1922) est le dernier auquel participe Lénine. La première attaque lui laissait un répit, il put faire une esquisse du rapport qui lui avait été présenté mais ce rapport abrégé s'achève sur une déclaration d'une importance capitale, précisément à propos de cette résolution : « D'abord elle est trop longue, dit-il, on ne la lira pas. Si on la lit, on ne la comprendra pas parce qu'elle est trop russe, non qu'elle ait été écrite en russe - elle a été excellentement traduite en toutes les langues, mais parce qu'elle est fortement imprégnée de l'esprit russe... enfin, et par exception un étranger la comprend-il de pour- pas l'appliquer. » Telles furent les dernières paroles de Lénine à un congrès qu'on doit considérer comme le dernier de l'Internationale communiste. Le cinquième (1924) sera celui de la « bolchévisation » où Zinoviev s'extasia notamment sur l'accord des délégués, réalisé, dit-il, à cent pour cent. Il n'a pas compris le suprême méprisement de Lénine, et pas davantage qu'il

qu'à persévérer et où Zinoviev se trouvait lui-même bientôt « bolchévisé ».

Ces trop brefs rappels suffiront, je pense, à indiquer le ton, la nature des débats qui caractérisent les premiers congrès de l'I.C. et la rupture brutale qui s'opère dès la mort de Lénine. Or pour M. Lazitch il n'y a pas de solution de continuité dans le développement de l'I.C. Pour lui, c'est toujours le bolchévisme, et il écrira : « Le bolchévisme fut d'abord le plus en plus totalitaire à mesure qu'il s'éloignait de la Révolution d'Octobre. » — ce qui serait tout à fait vrai si l'auteur traçait une nette séparation entre la période qu'il a spécialement étudiée et celle qui, en 1924, marque le point de départ de la dégénérescence qui, se développant régulièrement, finira par l'anéantissement. L'avertissement de Lénine aux communistes des autres pays est clair : ne nous imitez pas, et après lui c'est non seulement « copiez-nous servilement mais abdiquez toute indépendance de pensée et contentez-vous d'être des exécutants dociles, agissant selon nos or-



dées. Plus besoin de discussions, les congrès s'espacent et disparaissent.

M. Lazitch se hâte trop quand il affirme que « la réalité a montré la vanité des dogmes et axiomes marxistes » : « le capitalisme doit inévitablement sombrer », le socialisme doit inévitablement succéder ». Jamais le marxisme ne s'est réduit à ces affirmations dogmatiques et attention avec laquelle Marx suivait le mouvement ouvrier la part active qu'il y prenait montrent qu'il n'ignorait pas que les hommes avaient aussi un rôle à jouer.

La classe ouvrière, force révolutionnaire permanente classe élue, un mythe dit encore notre auteur, et pour étayer cette opinion, il cite une lettre de Bakounine à James Guillaume, en 1874 : « Il faut ouvrir les yeux à la réalité et reconnaître que, pour le moment, les masses populaires ne veulent pas du socialisme ». Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, dans tous les pays, la classe ouvrière connaît des périodes de découragement, de renoncement, mais, histotie révèle aussi qu'il ne s'agit que de décalés passagers toujours suivis de rebondissement. Après l'échec de la Révolution de 1905, il y eut une période de débandade, de décomposition des partis, et seulement sept ans plus tard, une grève surgit, l'esprit renait et les ouvriers parlent avec une confiance nouvelle. Les bolcheviques ne pouvaient l'ignorer et pour cette raison et d'autres, il est tout à fait erroné de réduire la Révolution d'Octobre à un putsch. De février à octobre, les événements avaient constamment travaillé pour les bolchevistes, un parti qui comptait alors 240 000 membres, c'était une grande force, car cela ne rassemblait en rien à ce qu'on appelle aujourd'hui un parti communiste, si l'insurrection fit peu de victimes et fut parce qu'elle avait pu être minutieusement préparée et qu'elle répondait aux aspirations et à la volonté des ouvriers des villes. Dans les campagnes, les jacqueries parlaient pour les paysans.

Les conclusions de M. Lazitch appelleraient encore beaucoup de remarques. Il insistent toujours la discussion sur un plan élevé mais elle procède d'un esprit qui ne connaît le mouvement ouvrier que par les livres, n'a jamais été au vif de l'action. En terminant, je dois m'arrêter assez longuement sur un point important : l'attitude de Merrheim à Zimmerwald, telle qu'il la rapporte, empruntant tel à Doukhine. Dans son « Histoire du mouvement ouvrier », Doukhine a traité la difficile période de l'opposition à la guerre dans le mouvement syndical avec un souci de vérité dont nous devons lui savoir gré. Une erreur, parfois répétée d'après lui, est d'avoir fait de Laval un délégué à la Conférence de Kienthal. Laval n'alla jamais plus loin que la tendance minoritaire socialiste groupée autour de Jean Longuet, s'y conduisant prudemment et en sortit dès qu'il s'aperçut qu'elle ne pouvait que le gêner dans la carrière politique qu'il entreprenait. Ce n'est pas grave, c'est seulement ennuyeux. Mais ce qu'écrivit Doukhine au sujet de Zimmerwald est important. Pour exposer l'attitude de Merrheim à la Conférence, son « conflit » avec

délégué, il donne les raisons de leur participation. « Pourquoi nous sommes allés à Zimmerwald ». Dans les conversations d'alors, il ne parla jamais de cette étouffante conversation de huit heures consécutives ni de l'injonction d'avoir à proclamer sans délai, la grève des masses contre la guerre ce qui n'aurait pas manqué de nous faire douter de la raison de Lénine. La vérité est que les rapports de Lénine avec Merrheim et Bourderon furent très cordiaux, qu'on les tra la avec sympathie et amitié car on voyait en eux, avec raison, d'authentiques représentants du prolétariat français. Et on regretta beaucoup de ne pas les retrouver à Kienthal. Il y eut bien un délégué à l'égard duquel Lénine se montra agressif et irrité, c'était l'Allemand Ledebour. Il était membre du Reichstag et Lénine voulait qu'il prit l'engagement de voter désormais contre les crédits de guerre.

Est-il si difficile de comprendre pourquoi les récits de Merrheim sont si divergents quand on sait que le Merrheim de 1919 n'était plus celui de 1915 ? Il avait alors rejoint les hommes qui l'avaient injurié, vilipendé, menacé pendant les premières années de la guerre. L'avènement de Clemenceau avait fourni aux majoritaires l'occasion de se dégager de la politique guerrière du gouvernement devenue trop pesante en même temps que le président Wilson leur apportait un programme de paix auquel ils pouvaient se rallier. Les soldats dans les tranchées, les hommes et les femmes à l'arrière étaient las de la guerre. Il y avait eu, en 1917, des grèves et des mutineries, la volonté d'en finir avec la guerre grandissait. D'autant plus surprenantes doivent alors apparaître ces autres paroles de Merrheim dans ce même discours du Comité de Lyon : « La masse qu'a-t-elle fait ? La masse, elle a écarté. Je n'ai pas pu la réveiller, cette masse, avec les résolutions de Zimmerwald. Même si j'avais été arrêté à mon retour de Zimmerwald et fusillé la masse ne se serait pas levée. » Il est bien vrai que le manifeste de la Conférence ne fut pas suffisant pour jeter la masse dans la rue, mais qui est attendu de pareils résultats ? Il avait été imprimé clandestinement à quelques milliers d'exemplaires, répandus aussi clandestinement. Le Comité pour la reprise des relations internationales, que Merrheim contribua à fonder, n'aurait pas non plus les masses. Mais cela non plus n'était pas espéré, on savait bien que la tâche restait difficile et exigeait beaucoup d'efforts. Cependant la propagande du Comité fit son œuvre et l'heure vint quand, sinon la masse mais les ouvriers des usines de guerre se soulevèrent, et quand, de la Loire, de Bourges ils appelèrent Merrheim c'est Merrheim qui se déroba. Il avait été, avec courage et persévérance, l'homme de la résistance à la guerre quand le prolétariat était abondamment devant la rue chrétienne, il n'était pas homme à prendre la tête d'un mouvement insurrectionnel.

Au Congrès de Lyon il lui fallait effacer ce passé car il avait pris de lui les hommes qui l'avaient attaqué sans merci. Quand Monatte l'interpella, lui rappelant la réponse de Renaudel à Grimm : « la mobilisation n'est pas finie », entendait par là que les opposants non mobilisés allaient être récupérés et envoyés sur armées, il dit n'en avoir point souvenir. Pourtant il ne pouvait l'avoir oublié, car les paroles de Renaudel avaient été confirmées par ses faits, mais il voulait l'oublier. Déformant son action d'alors il se rendait. Ses nouveaux alliés le poussèrent contre la Révolution russe, il emplissait des colonnes de leur journal d'informations pas toujours véridiques mais qui invariablement soulignaient et amplifiaient les difficultés auxquelles le prolétariat russe se heurtait, troublant les ouvriers français chez qui l'élan révolutionnaire déjà faiblissait. L'homme qu'il avait été était d'une



3

L'ouvrage d'Alexandre Ourslov est tout différent. Son auteur aussi. Il appartient à un peuple du Caucase, les Tchétchènes-Ingouches, dont la République autonome a été liquidée officiellement le 25 juin 1944 après l'avoir été en fait depuis le 23 février 1944 : massacre sur place d'une partie de

de l'opposition qui lui ont permis de voir ou d'appréhender ce qu'il se passait dans les hautes sphères du parti. Les secrets du Kremlin sont bien gardés. Cependant la vérité finit par s'échapper, on peut connaître l'histoire vraie, mais toujours avec un retard de plusieurs années.

La première partie du livre est consacrée à l'assassinat de Kirov et justement, le secret, ici, n'est pas encore percé. On en toujours réduit aux hypothèses, la plus vraisemblable selon notre auteur étant que l'affaire se réduit à un banal drame passionnel à la femme de Nicolaïev — j'omets — était la principale secrétaire de Kirov. On était à l'époque où la collectivisation de l'agri-

Le nommé chef d'une section politique auprès d'un kolchakien du Grand Nord. Il demandait vainement qu'on permit à sa femme de le rejoindre, et vainement aussi l'autorisation de venir à Leningrad. Il y vint clandestinement, arrive en pleine nuit à Smolny - et c'est le drame. Instruction et procès ont lieu en grand mystère et, en 1935, les journaux publient un communiqué laconique : « Nicolayev et ses complices ont été condamnés à être fusillés. Le jugement a été exécuté ».

Kirov était un personnage important dans la politique au sommet une sorte de panique. « Ce coup de feu, écrit Ouratov, fait dans les oreilles de Staline l'effet d'une bombe. Tout le Kremlin est saisi d'inquiétude. L'état de siège est secrètement proclamé à Moscou, Leningrad, Kiev, Minsk et plusieurs autres villes. Dans les quarante-huit heures qui suivent l'assassinat de Kirov, des milliers de détenus politiques sont fusillés, sans jugement, par mesure de terreur. En décembre 34 et en janvier 35, on arrête en masse, dans tout le pays, des « ennemis du peuple »

Cela, c'est la réaction immédiate, déclenchée sous le coup de la peur. Ce qui suivra, c'est une « épu-

cette devint du déshonneur, c'était à qui dénoncerait l'autre. A Moscou, à l'usine de roulements à billes, on l'on comptait dix mille communistes environ, il y eut trente mille dénonciations. Cela en faisait trois par communiste. On décide de permettre le vote à bulletin secret cela permit de faire des sondages. Premier essai dans les assemblées du parti. Plus d'unanimité comme dans les votes à main levée. Dans certaines conférences de quartier, les voix hostiles à Staline atteignent jusqu'à 30 %. Cependant, Trotsky est en exil, Zinoviev et Kamenev sont entre les mains du N.K.V.D. condamnés lors d'un premier procès à dix ans de prison. La Commission spéciale établit une nouvelle catégorie d'ennemis du peuple : les boukhariniens, Rykov, Boukharine et Tomski.

Mais il faut lire le livre car je devrais tout citer. On apprendra, entre autres choses, que Sta-

line fut, une fois, désavoué par le Comité central du parti communiste. Précisément quand il decida de mettre les trois nouveaux « mineurs du peuple » en accusation. Il avait procédé d'abord à la préparation traditionnelle : réunions dans tout le pays et vote de résolutions demandant l'exclusion des « droitiers » et leur renvoi devant la Haute-Cour pour crime de haute trahison ; violente campagne de presse, *Pravda* et *Izvestia* donnant le ton, bien que Boukharine en soit encore nommé chef, rédacteur en chef. Quand la préparation est achevée, le Comité central est convoqué pour juger les « droitiers ». Léov — « petit homme front aplati de dégénéré, yeux avides de hyène » — prononce la réquisitoire : une conjuration monstrueuse existe à l'intérieur du parti communiste depuis 1918. Aujourd'hui, « Il est établi que Boukharine et Rykov sont des agents de la Gestapo ». Tomski s'écrit suicidé !

Répliquant, Boukharine employa la bonne tactique de l'offensive « Oui, dit-il, il y a un monstrueux complot d'rigé contre le parti et contre l'Etat. Deux personnes sont à la tête de ce complot : le secrétaire général du parti, Staline, et le commissaire général à la Sécurité nationale, Jérov. Le parti et son comité central doivent revenir aux traditions qui existaient au temps de Lénine Le NKVD. et non le parti, voilà qui aujourd'hui gouverne le pays. Le NKVD. et non les boukhariniens, voilà qui prépare le coup d'Etat » Ce discours produisit une impression profonde que renforça encore l'intervention de Rykov Staline fait donner ses fidèles, de Molotov à Andréiev. En vain. C'est que son jeu est désormais trop clair. Il s'est servi de Zinoviev et de Kamenev contre Trotsky puis de Boukharine contre eux. Maintenant c'est le tour de Boukharine. Il veut régner seul. Mais l'affaire, comme on le sait, ne finit pas là. Après le vote, Staline déclara qu'il acceptait la décision du Comité central. Il félicita les membres du Comité « pour la saine critique et l'auto-critique dignes de vrais bolchéviks » dont ils venaient de faire preuve. Comment il acceptait la décision du Comité, la suite le montre. Une année après cette mémorable séance sur les 140 membres et suppléants du Comité central, il n'en restait que quinze en liberté.

Les autres chapitres du Livre sont consacrés à la description de la « éducation » dans chacun des domaines de la vie russe ; le dernier traite de la propagande, exposant son organisation et sa technique. Six jours devraient à être bien connus, ou plutôt ils devraient l'être. Cependant ils sont toujours efficaces, en partie parce qu'ils se renouvellent sans cesse plus encore parce que les antagonistes de Staline n'ont pas encore pu se résoudre à prendre mesure de sa ruse.

Où va Staline ? C'est la question que pose l'auteur en conclusion de son travail d'information. Ici, je pense qu'il se trompe quand il affirme qu'il ne reste plus à Staline qu'une solution : la guerre, et que c'est vers elle qu'il s'achemine. Il est certain que le réarmement de l'Occident, et avant tout celui de l'Allemagne l'inquiète, si péniblement et si chaotiquement qu'il s'organise. Mais il est loin d'avoir déjà disposé de tous les atouts que les Américains et les Anglais ont mis stupidement en ses mains. La guerre froide est son élément. Il peut attaquer tantôt sur un point, tantôt sur l'autre, bien mieux, il fait attaquer ménage les Russes, n'évitant au massacre que des Coréens et des Chinois. Et faisant faire la guerre. Il a encore la possibilité de se présenter comme l'apôtre de la paix.

A. ROSMER

## Elections dans l'Inde

Pour des raisons administratives et géographiques : immensité du pays, différences de climats : les élections qui se déroulent actuellement s'étendent sur une période de trois mois. C'est une grosse affaire : 178 millions d'électeurs qui voteront pour la première fois 442 sièges à pourvoir pour les parlements locaux et le parlement central. Le résultat définitif ne sera connu que le 15 février mais on ne risque rien à prédire que le parti du Congrès reviendra avec une imposante majorité, il est le parti qui a conquis l'indépendance et garde sa popularité malgré les inconvénients qu'a provoqués son exercice du pouvoir pendant les quatre années écoulées depuis le départ des Anglais, et Nehru est toujours le disciple et le continuateur de Gandhi. Les hindouistes avaient eu recours d'abord à la violence, parfois à l'insurrection, réussissant ainsi à imposer leur loi dans quelques régions isolées, mais ayant constaté les limites de ces succès et l'impossibilité de les maintenir ils ont opéré un tournant et se présentent maintenant en citoyens respectueux des lois de la constitution, choisis par les démocrates pacifistes indiens. Ils pourront gagner ci et là des sièges.

Ces élections ont donc pour l'Inde une grande signification. Cependant un très remarquable article paru dans un hebdomadaire de Delhi, *Thought* précise que l'intérêt qu'elles présentent n'est pas limité à l'Inde car « elles sont en fait, us. des, aux adversaires de la démocratie en Asie ». C'est en effet très délibérément que les nationalistes, après le retrait des Anglais, quand ils devinrent maîtres des destins du pays, choisirent le régime démocratique. Le sentiment monarchiste était profond parmi le peuple. Si incarné dans les esprits qu'on eût le cas bien caractéristique d'un villageois frappé de stupeur en voyant Nehru sans couronne. Malgré cela les leaders nationalistes décidèrent de s'en remettre aux hasards du vote et affirmèrent de foi démocratique dans la turbulente Asie d'aujourd'hui.

Désormais, brulamines et intouchables sont par un pied dégnité le régime des cautes se meurt au moment où il faut constater que les différences entre la démocratie et le régime stalinien et les soi-disant démocraties populaires sont d'une importance vitale pour l'homme « Pour nous, la vie humaine est sacrée. tandis que dans les dictatures Russes et Ch. ne, ou Espagne de Franco, les êtres humains ne sont considérés que moyens d'une fin. L'ite historique » En maintenant le droit de protestation, la démocratie laisse ouverte la voie d'un

qu'il est possible de libérer l'homme de l'esclavage et de la dégradation où il a été tenu pendant des siècles, par la persuasion et la coopération. « La manière dont les princes ont consenti à renoncer à leurs privilèges héréditaires est un signe encourageant car elle montre que cette croyance est fondée »

Pour la masse encore peu consciente seuls

vers des de stachanovistes : nous n'en avons pas besoin. L'expérience a déjà montré que les Hindous sont capables de faire aussi bien que tout autre peuple. L'Inde est sur la bonne voie. Le résultat des élections aura une influence considérable sur le choix idéologique que feront les autres peuples d'Asie. Le continent peut très bien avoir à choisir entre l'Inde et la Chine.

**Litvinov**

Il est mort le 23 décembre. La Prada l'a dit car-

1.  $\frac{1}{2} \frac{d}{dt} \left( \frac{1}{2} m v^2 \right) = \frac{1}{2} m v \frac{dv}{dt}$   
 2.  $\frac{1}{2} m v \frac{dv}{dt} = \frac{1}{2} m v \frac{dv}{dt}$   
 3.  $\frac{1}{2} m v \frac{dv}{dt} = \frac{1}{2} m v \frac{dv}{dt}$   
 4.  $\frac{1}{2} m v \frac{dv}{dt} = \frac{1}{2} m v \frac{dv}{dt}$   
 5.  $\frac{1}{2} m v \frac{dv}{dt} = \frac{1}{2} m v \frac{dv}{dt}$   
 6.  $\frac{1}{2} m v \frac{dv}{dt} = \frac{1}{2} m v \frac{dv}{dt}$   
 7.  $\frac{1}{2} m v \frac{dv}{dt} = \frac{1}{2} m v \frac{dv}{dt}$   
 8.  $\frac{1}{2} m v \frac{dv}{dt} = \frac{1}{2} m v \frac{dv}{dt}$   
 9.  $\frac{1}{2} m v \frac{dv}{dt} = \frac{1}{2} m v \frac{dv}{dt}$   
 10.  $\frac{1}{2} m v \frac{dv}{dt} = \frac{1}{2} m v \frac{dv}{dt}$

bon hévika alors hors de Russie. Ohlapi- Et  
lomat, Kobetaki, etc En 1918, Lloyd George le fait  
incarcérer parce que l'agent britannique en Russie,  
Bruce Lockhart, vient d'être arrêté et qu'il faut  
pouvoir faire un échange pour le libérer

Son attitude ultérieure en Russie soviétique le montre comme le parfait opportuniste. Adjoint aux Affaires étrangères, il manœuvra pour éliminer Tchékherine et le remplacer. Du jour où il a réussi, il est entre les mains de Staline, l'instrument le plus docile. Les « épurations » de Tchéov et les honteux procès de Moscou se dérouleront sans que jamais son nom soit prononcé. Dans le jeu stalinien, il sera l'homme du bloc « antifasciste » avec les démocrates, il parle anglais (fort mal), sa femme est Anglaise. Il est moins ignorant que les Molotov des choses et des hommes d'Angleterre.

1. *Die Kunst der Dichtung*  
 2. *Die Kunst der Dichtung*  
 3. *Die Kunst der Dichtung*  
 4. *Die Kunst der Dichtung*  
 5. *Die Kunst der Dichtung*  
 6. *Die Kunst der Dichtung*  
 7. *Die Kunst der Dichtung*  
 8. *Die Kunst der Dichtung*  
 9. *Die Kunst der Dichtung*  
 10. *Die Kunst der Dichtung*

**LIVNOV? - A R**





de sorte que la France et les autres membres du cartel ont payé des indemnités à l'industrie de la carie allemande, facilitant ainsi, SIEN CONTRE LEUR CŒUR ET A CONTRE CŒUR MAIS EN VERTU DU JEU AUTOMATIQUE DU CONTRAT DE CARTEL, LE REARMEMENT ALLEMAND (Blacking Watkins, p. 213-214).

Si ces faits, qui sont connus de tous ceux qui ont connu la carie (dont le groupe de travail n'a pu retrouver d'ailleurs aucun représentant) méritent un examen plus attentif, je renvoie aux ouvrages déjà cités : l'un celui de Maxner, à leur sujet l'ancien de ceux chososlovague au second car il est paru par une université américaine bien connue (North Carolina) et abondamment cité par ONU (International de la Carie) (Blacking Watkins). L'autre celui de Blacking et Watkins, est publié par le North Carolina Fund (institution universitaire dans le comté de Wake) faite l'ancien de ceux de la faculté de droit de Harvard et un économiste libéral d'un pays ne contesté, M. Jacob Viner.

Devant de telles attaques, une question se pose : que font les dirigeants patronaux pour tirer mérite du « sens de la mission dont ils prétendent être investis » ? Que fait plus particulièrement leur chef de file M. Georges Villiers ? M. Georges Villiers, certes, écrit, discourt et se prodigue beaucoup. Réussit-il à imposer une politique patronale ? Faut-il régner la discipline au sein de son groupement ? Je ne sais.

Mais, par contre M. Georges Villiers semble attacher un grand prix à une action spéciale, il paraît avoir sur le plan social une idée bien arrêtée : lutter à tout prix que ne se reforme en France un mouvement syndical des travailleurs dangereux pour les intérêts capitalistes. Capitalistes-teniers ou capitalistes-fonctionnaires, vaudrait-il mieux dire car M. Georges Villiers représente parfaitement ceux qui bien enfoncés dans leur routine et l'assurance que leur donne l'argent font pression sur l'Etat pour garder, sans combattre, leurs « petites affaires ».

Pour ne pas être dérangé dans ses prévisions, M. Villiers tente non pas d'étouffer le mouvement syndical qui, se veut libre, mais de le domestiquer afin que le moment venu, il puisse le muscler.

L'affaire a été montée peu à peu, elle a pris forme définitive et il n'est que temps de sonner l'alarme. Pour cette « chose », M. Villiers a trouvé des hommes, lesquels ont monté une « organisation ». L'intérêt, la complaisance et la naïveté de certains devaient permettre le développement complet de l'affaire. Mais, pour réussir le mystère ou le secret sont indispensables ou tout au moins la discrétion.

Ici nous avons décidé de n'être pas discrets.

### **B.E.D.E.S. est la chose de M. Georges Villiers**

M. Georges Villiers instrumente, sous la raison sociale B. E. D. E. S. (Bureau d'études et de documentation économiques et sociales).

Ces hommes sont... nous verrons cela plus loin.

— Qui est B.E.D.E.S. ?

Où vient l'argent B.E.D.E.S. ?

Ce sont deux questions précises qui ont été posées à l'ancien président de cet organisme. Une trentaine de militants ont pu constater avec beaucoup de peine, combien il était difficile de répondre simplement à des questions simples. Car ce président n'a pas su dire ce qu'il « présidait » et encore moins l'origine « du berf de la guerre ».

Je vais essayer de suppléer à ce manque d'informations.

Avant la création du RPP le ONPP voulait lutter contre l'emprise stalinienne, pour des raisons diverses. Qu'importe aux « artisans » de cette lutte. Il était bon qu'elle fût menée, pensaient un certain nombre de chefs d'entreprises.

D'abord, parut un bulletin, fort bien rédigé. Rares étaient ceux qui en connaissaient l'origine. Toutefois, un écart dans les divers mouvements européens permit à certains (dont je suis) de se rendre compte.

C'est ainsi que sans déterminer exactement l'importance des activités respectives, il fut possible d'avoir la certitude :

1) que B.E.D.E.S. et ses dirigeants étaient financés par l'une des caisses du Patronat ;

2) que les brochures « Les Circonflexes » et « La Libre Entreprise » bénéficiaient des mêmes appuis ;

3) que la « Tribune européenne » devait subir le même sort (7).

Qu'à la faveur de cette « activité » les hommes de B.E.D.E.S. estimaient devoir être chargés « d'une mission particulière tendant à créer un mouvement climat social » n'a guère d'importance. Le Conseil économique permet, même à l'équipe des staliniens, d'avoir des rapports fort cordiaux avec MM. Meunier et Ricard. MM. Meunier et Ricard étant les hommes les plus importants du CNPP après M. Villiers, le premier plus particulièrement chargé des affaires, M. Ricard venant d'être nommé président de la Sidérurgie (8).

Jusqu'ici l'affaire ne présentait aucun caractère alarmant. Pourtant, des études B.E.D.E.S. pouvaient influencer des militants non avertis.

Mais, est-ce pour certains hommes le besoin d'accroître leur activité de montrer leur importance de se rendre indispensables, ou pour M. Villiers celui de jouer les Machiavel. Je ne sais. Toujours est-il que, brusquement, un premier assaut fut mené contre la presse des syndicats, voulant faire du syndicalisme l'affaire montée manuellement sur le plan administratif et juridique voulut se développer très rapidement. « Combat Syndicaliste » et « Le Libertaire » en parlèrent. Au congrès de la Confédération FO (octobre 1950) Guérolle se fit l'écho de la campagne extérieure.

Au sein de la Commission exécutive deux fois

(7) Lorsque le premier numéro parut (Octobre), dans le « Combat syndical » de André Guérolle ?

(8) Guérolle se rassure pour moi qu'il avait le

La Tribune, dont le fus responsable ne jamais été nommé.

Quant à celle qui a suivi, voici l'opinion fort précieuse que j'ai émise le 10 Mars 1950.

### **M SE AU POINT VALANT AVEUILLÈSMENT**

« Le service d'une revue intitulée « Tribune européenne » a dû être effectué à plusieurs de nos camarades ».

« Le ou les auteurs de cette revue prétendent avoir reçu l'autorisation de continuer le titre de l'ancien ne revue « La Tribune européenne » qu'un certain nombre de militants avaient demandé de leur ».

« Je tiens à déclarer pour de qui me concerne que je n'ai donné aucune autorisation pour l'exercice raison qu'elle ne m'a même pas été demandée ».

« Mon nom figurait sur l'ancienne revue certains peuvent critiquer cette façon de procéder qui veut faire « vadette », pour moi, au contraire, c'est assurance de l'absence aux camarades qui veulent honorer de leur confiance leurs militants, que ceux-ci, engagés, entendent prendre l'entière responsabilité de leurs actes ».

« Un militant ainsi responsable ne peut couvrir d'importance ».

« A « La Tribune européenne » dont je revendique la totale responsabilité (pour un numéro, surcédé ».

« On est prié de ne pas confondre ».

« Roger LAPEYRE ».

3) Evidemment le fus pour compte Bénard ou bien d'en rendre compte aux lecteurs de « l'Humanité » et du « Peuple ».



Et personne ne demanda son remplacement. Quelques-uns ont vu clair. D'autres ont « leurs arguments ». Certains risquent de se laisser à chacun de prendre ses responsabilités.

La chenille « ouvrière » de M. Georges Villiers a nom Paul Mathot.

Pour rendre l'affaire plus captivante, d'autres prétendent que son vrai nom est Zanz (naturalisé français). Quel intérêt pour les syndicalistes ? Personne n'ignore que M. Jean Duret, n'est pas Duret, mais qu'il doit toute sa carrière de naturalisé français à Jouhaux. La seule chose vraie reste qu'il est un beafsteckard sous couvert de « science marxiste ».

Plus intéressant serait de savoir comment Paul Mathot est devenu avant guerre conseiller juridique de la C.G.T., Benoît Frachon et Raymond faisant fonction de censeurs.

Quoi qu'il en soit, ancien ami et collaborateur de Sadant, il fonde en 1946 B.E.D.E.S., les pourvoyeurs de fonds d'antit M. Morvat de M. Martin et Villier des industries métallurgiques. Deux hommes de M. Villiers pour ce genre d'opérations.

Georges Villiers dont le charme personnel paraît indiscutable est le grand leader du patronat. Veut-il jouer au grand politique ? Et pour cela doit-il se lancer dans les « spéculations sociales » ? Détachant l'argent pour « propagande » par « taxation » sur les entreprises, il entend que sa politique soit « comprise ». Pour ce but, il dispose de deux officines.

— L'une sur le plan politique, dirigée par Boutevin (rue de Fenthièvre), ancien super-préfet de Vichy ;

— l'autre sur le plan social dont le personnage apparent et connu est Paul Mathot.

L'officine Boutevin n'est pas de notre compétence. En revanche, celle chargée d'influencer le milieu social doit retenir toute notre attention.

L'officine B.E.D.E.S. du début et les « rédacteurs informateurs » de ses brochures et articles ne méritent pas qu'on s'y arrête longuement.

On aimerait toutefois un peu plus de pudeur de chez rédactionnel. N'est-il pas en effet cocasse de voir des docteurs du syndicalisme discuter gravement et se faire les censeurs implacables et des universitaires dans leur grève et de nos camarades P.O. de la R.A.T.P. dans la lutte difficile que ceux-ci mènent contre l'Etat et sa technocratie ? Alors tout cela ne peut être dû qu'avec l'argent de M. Villiers. Et d'un seul coup le « Bureau d'Etudes » se vit surnommer « Agence de publicité ».

Ni « la Publicité technique » ni « A.I.D.E. », sociétés auxquelles sont intéressés les promoteurs de B.E.D.E.S., ne furent chargées de « l'affaire ».

Etant bien évident que M. Villiers était toujours là pour financer, on lança l'idée et la chose. En trustant les journaux et la publicité, n'était-il pas possible de publier des organes syndicaux revenant d'autant moins cher que l'imprimeur serait unique ?

Certes le début fut fort trouble, mais attaques et demandes d'explications permirent de mettre au point un système qui paraît acceptable à ceux qui effusaient l'évidence.

### B.E.D.E.S. Agence de Publicité ?

Quand, affirme-t-on « B.E.D.E.S. c'est M. Villiers », les « mains » ne rétorquent : « la preuve ? »

Il faut bien avouer que je n'ai pas les talons de chèques. D'ailleurs il ne doit pas y avoir de chèques ! Mais il est patent que toute l'affaire est

financée par M. Villiers et que, pour couvrir la marchandise la publicité a été trouvée comme moyen. Ce qui ne veut pas dire qu'on ne pourra pas arguer de publicité tout à fait normale ! Ne faut-il pas encaisser de tous les côtés ?

A cela les « avertis » répondent par deux arguments.

— nous traitons avec une agence de publicité et tous les agents de publicité ne sont pas des « mains ».

— nous sommes en outre libres d'imposer ou de supprimer n'importe quel article.

Certes, il faut être prudent dans le domaine de la publicité, mais il est fondamentalement inexact de prétendre que tout doit être mis sur le même plan. La publicité faisant connaître un produit, payée selon son rendement, est une excellente forme commerciale. Que dans la publicité de prestige, on ne soit pas à la limite, c'est l'évidence même, mais, dans « l'affaire », la soi-disant publicité est le moyen technique pour cacher le reste. Les cartes sont d'ailleurs si bien brouillées que des camarades mal informés sur le prix de revient d'un journal et sur les recettes de publicité s'imaginent de toute bonne foi que ladite publicité peut rapporter davantage que le prix du « cahier ».

Enfin, ce n'est pas tout. Les autres, il ne leur semblerait pas d'intérêt de savoir que B.E.D.E.S. n'était pas et n'est pas une agence de publicité. La pub, c'est du commerce. Or B.E.D.E.S. est un « bureau d'études » constitué sous la forme d'une société justiciable de la loi de 1901. La caractéristique d'une telle société est de ne pouvoir faire acte de commerce.

Quelle serait la valeur juridique de « contrats commerciaux » passés avec un organisme n'ayant pas le droit de faire acte de commerce ? Il est vrai que cette « société » ne reculant devant aucun sacrifice pour voir s'épanouir la pensée sociale, elle doit faire don de sa commission commerciale.

M. Paul Mathot est un agent de publicité comme les autres ! ! !

Voilà ! Je ne connais pas en tout cas d'autres agents de publicité qui se targuent de « sentir » de nombreux syndicalistes. A ceux qui émettent des doutes des appréhensions, l'intéressé prétend avoir ses dossiers. Qui, dans ces conditions, osera parler de ses « activités particulières » ?

Droite d'agent de publicité !...

N'est-il pas curieux, en outre, que certaines sous-ces se tarissant, lesquelles n'ont rien à voir avec la publicité commerciale (la publicité B.E.D.E.S. s'effondre et entraîne la chute du journal).

Il est vrai qu'aucune censure n'existe sur les articles.

Des bévues, quand même, la même cliché du directeur de la « Publicité technique », passant à la fois dans un journal du patronat le plus rétrograde et dans un journal syndical.

Il y a ensuite l'incident « technique » : lors d'un conflit ou d'une rude bataille le journal se sert... ou « après la bataille ».

Quant à l'autorité des organisations et de leurs militants.

Que peut être en effet l'autorité morale de syndicalistes, représentant les personnels d'une grande entreprise nationalisée devant leur ministre de tutelle lequel n'ignore rien de la « mission Mathot » au sein du mouvement ouvrier ?

Simple agence de publicité ? Alors quelle est assurée du concours, fort discret, certes, mais efficace d'hommes comme Georges A. Bertini, ancien directeur du Cabinet de Marcel Déat, et qui ne s'est pas trop mal tiré de la période d'après libération. Il nous faudra d'ailleurs repartir de lui dans les « affaires africaines ».





première nous avons le cheminot (?) « spécialiste des questions ferroviaires » à France-Afrique, et pas de difficultés de transports à du côté franco-espagnol ni, jusqu'à la Méditerranée.

Certains prétendent qu'en outre, serait dans le camp une compagnie aérienne armée par de gros rotouers, lesquels gagneraient confortablement « leur vie » en Indochine. Les amitiés personnelles permettent de penser que la chose est fort possible.

Comment voulez-vous que le patron « sollicite » sachant que tout ceci est une affaire Villiers, n'ait pas confiance Boyez tranquille, tout le monde est discret qui tiendrait à faire savoir qu'il a déjà eu peur et fait partie des « périphériques » ?

Bien joué Comme dit Mithol-Villiers ne faut-il pas prendre « l'argent où » qu'elle a est.

Certes M. Villiers doit bien avoir quelques ennemis, mais avec de l'argent et du charme !

Il faut en rire, nous aurions pu faire triste figure, car dans certains milieux on avait commencé à parler de ces replis « heureusement que manquant l'argent ».

Il faut croire d'ailleurs que le Maroc possède des « ressources » infinies.

Pour montrer l'importance du rôle social que « l'agence » était amenée à jouer n'avait-on pas prévu une virée France-Maroc, en avion spécial sans doute, de tout ce qu'il y avait de « représentants » dans ces milieux syndicaux ?

C'était tout de même un peu trop gros.

## Où la sidérurgie donne des ordres

Au risque de lasser nos lecteurs, il me faut parler d'une des dernières activités de cette « agence de publicité » comme les autres, et de son résultat.

On voit que le patronat, et plus particulièrement celui de la sidérurgie a pris position contre le plan Schuman. Économiquement c'est une position qui peut se soutenir sans que, pour cela, celui qui la soutient soit un fou. (8)

Mais quand il doit prendre position officiellement le patronat s'abstient.

Est-ce une organisation, est-ce un excité qui en prit l'initiative ? En tout cas, tout un matériel de propagande fut commandé : affiches, tracts, papillons contre le pool, charbon-acier. Suivant la vieille méthode le patronat n'apprenait pas à découvrir, l'argent lui permettant « d'inspirer ».

Soulement ce matériel « inspiré » ayant comme but de dérouter l'opinion publique était conçu de telle façon que le plus averti aurait imaginé se trouver devant les slogans ennemis.

Le pool charbon-acier c'est la déportation.

Le plan Schuman, plan de misère et de guerre etc.

Vous avez deviné que tout ce matériel (9) était une « affaire » de l'agence de publicité R.E.D.E.S. dont par ailleurs le bulletin était beaucoup plus discret.

Un matériel de l'ordre de 15 millions, dit-on.

M. G. Villiers revient d'Amérique et lui au courant voit la chose... et trouve vraiment qu'on y a été fort !

Devant la gaffe, il ne reste plus qu'à empiler le matériel dans une cave et à demander le prix des

« L'intérêt de l'industrie peut très bien ignorer la

« L'agence de publicité R.E.D.E.S. a été chargée de

« L'agence de publicité R.E.D.E.S. a été chargée de

« L'agence de publicité R.E.D.E.S. a été chargée de

doute des affectations officielles de l'agence ».

complaisances pour avoir l'assurance qu'il ne sortira pas.

En percevant deux fois pour l'opération à faire et pour l'opération qui ne s'est pas faite, voilà l'agence de publicité R.E.D.E.S. renflouée pour un moment.

La-dessus une modeste revue s'intitulant « Documents franco-européens » publie l'écho suivant.

## LITTÉRATURE STALINO-PATRONALE

Les dirigeants de la sidérurgie française ont cru devoir donner à leur campagne contre le plan charbon-acier une tournure pour ainsi dire franchement insupportable à tous ceux qui devant se proclamer socialistes à confondre certains intérêts privés avec ceux du pays. Nous avons eu entre autres tout un matériel de propagande contre le plan (tracts, affiches, papillons) dans l'origine n'est pas douteuse, bien qu'à première vue l'argumentation employée se confonde étrangement avec celle du parti communiste. Nous dirons même que c'est volontairement que l'on a poussé à cette confusion de façon à voir s'affirmer éventuellement que ce matériel n'est d'origine stalinienne. On reconnaît là la haute citoyenneté en même temps que le courage de certains grands patrons français. Voici quelques exemples des titres de chapitre de cette littérature stalinienne.

« Le plan Schuman est un plan de misère et de guerre. Il organise la ruine des mines... c'est la guerre, c'est un trait d'union... 50 000 mineurs en chômage c'est la déportation... Ouvriers défendre votre emploi ! Devez-vous foyers ? Défendez vos enfants ? »

Nous ignorons dans quelle mesure cette brillante littérature a été diffusée et qui s'est chargé de ce joli travail. Mais nous pouvons affirmer sans crainte que l'incohérence, la courbe sur de certains slogans patronaux donne le vertige.

Grand branle-bas à la sidérurgie ! Que ces messieurs sont charbonniers ! Alors qu'aucun d'eux ne peut ignorer la « matérialité des faits » tous se traitent à l'assaut des pauvres « Doux Européens ». Lesquels documents ont un comité de patronage, tout ce qu'il y a de plus européen. Jacques Bardoux, Jacques Chastenet, Georges Duhamel, J. Lacour-Gayet, Charles Ral, André Siegfried, B. Laverne, Paul Boncour, Emile Roche, Léon Jouhaux, de la Morandière, Gaston Tessier, etc. en tout cinquante « grands noms ».

Faut-il penser que dès qu'ils sont chargés de représenter les intérêts du patronat des hommes de premier plan se croient obligés de donner dans l'absurde ? Mais chacun des cinquante Européens se voit gratifié d'un ordre (enveloppé bien sûr) de retirer son nom du comité de patronage des « Documents franco-européens ».

On me dit que M. Gaston Tessier, sublimement, ne se rappelle plus avoir donné son agrément, et que M. André Siegfried exécute dans l'heure les ordres de MM. Charvet et Aubrun, sans aucune demande.

J'avais beaucoup de respect pour mon ancien professeur au Collège de France dont les cours furent pendant l'occupation un havre intellectuel. J'avoue avoir beaucoup moins confiance dans son esprit critique, s'il est exact qu'il obéit aussi facilement aux injonctions de la sidérurgie dont les dirigeants n'ignorent pourtant pas que l'agence R.E.D.E.S. Villiers a bien été chargée de cette littérature « stalinienne-patronale » (10). Les prochains jours, je l'espère, nous apporteront des précisions sur ceux qui ont été chargés de cette littérature stalinienne (11).

(10) Voudrait-il faire oublier sa déclaration sur la « droite intellectuelle » ?

(11) Faut-il établir une relation de cause à effet sur le changement rapide qui vient de se produire à la Présidence de la sidérurgie. M. Ricard, remplaçant M. Aubrun ?

## Pour y voir clair !

Après cette échappée sur une activité récente de « l'agence de publicité », il faut nous résumer :

B.E.D.E.S., c'est Villiers-Worms.  
— VILLIERS-WORMS, c'est Mathot Albertini.  
S.E.D.E.S., c'est Mathot Albertini (« Inter-médiation nord-africaine »).  
FRANCE AFRICAQUE, c'est Villiers-Mathot Albertini (« Co-Union France d'outre-mer »).  
MADRAT, c'est Mathot...

J'en connais qui, horrifiés, vont me sommer de donner les preuves.

Je n'ont qu'à faire comme moi : ouvrir les yeux.

Une chose d'ailleurs reste fort curieuse : les plus confiants dans la « publicité » B.E.D.E.S. n'ont pas assez de sarcasmes contre le Comité méditerranéen de Ferri Pham.

On peut ne pas être d'accord avec la conception tactique de ce Comité, mais il faut au moins lui reconnaître la franchise de son action. Il procède — et chacun sait — qu'il fait partie d'une branche d'activité de l'American Federation of Labor.

Que ça plaise, c'est autre chose, mais il ne trompe personne.

Enfin qu'on se rassure !

Le mal pourrait être immense : il n'est que super-

D'abord M. Villiers n'en a pas pour son argent. Monsieur Denis-Tiers (12) appelle-on ainsi l'homme de Villiers, quatre-vingt-dix-neuf affirme-t-on maintenant : le mal est donc forcément limité.

Et puis, ce n'est pas déshonorant de ne pas savoir, et ceux qui apprennent ne sont en général pas contents d'avoir été ainsi embarqués.

L'Union Départementale F.O. des Bouches-du-Rhône a bien situé le problème lors de son dernier congrès :

« B.E.D.E.S. aujourd'hui, l'irregulière et le retard dans la publication du journal, notamment de puis décembre 1960, les modifications apportées dans la présentation, modifications qui rendent le journal... »

En conséquence la C.A. plénière est absolument impossible de maintenir la participation de l'Union Départementale des Bouches-du-Rhône au journal « Provence Syndicaliste » dans les formes et conditions actuelles.

Pour l'avenir et après étude du contrat de publicité la C.A. plénière se prononce contre la signature d'un contrat semblable notamment pour les deux :

1) La C.A. plénière juge impossible d'obtenir un contrat avec le Bureau d'Etudes d'Action Syndicalistes et Sociales (B.E.S.S.)

2) La C.A. plénière juge impossible d'obtenir un contrat avec le Bureau d'Etudes d'Action Syndicalistes et Sociales (B.E.S.S.)

## Le silence des concentrationnaires

Je n'ai pas été sans apercevoir l'intérêt que l'équipe des concentrationnaires pourrait porter à cette affaire. Mais ils sont moins forts qu'on veut le prétendre.

D'abord, il y a belle lurette, je pense, que les militants ont apprécié « la valeur » des concentrationnaires français. Qu'ils sont heureux chez nous, et dans l'opposition !

(12) En considérant que deux tiers étaient gardés à leur personnel.

Une simple déduction montre que toute leur propagande n'est payée qu'avec la chair et le sang des peuples opprimés par l'impérialisme stalinien. Le très neutre journal *Le Monde* nous apprend Henri Pierre (21-1) que devant les 200 millions de dollars de propagande des U.S.A., déversés par l'intermédiaire du Central Intelligence Agency le pays seul digne de guérir le monde bourgeois Maurice Thorez annonce 1 400 000 000 de dollars.

On n'ignore pas en outre que certains patrons mais aussi savent prendre des « assurances » : « Et vous sûr que certains banques même ? »

Quant à la propriété, les affaires Prot-Lanys sont encore dans toutes les mémoires.

— C'est aussi sans étonnement qu'on a pu apprendre que le ministre Temple, ancien préfet d'Alger subvenait à l'entretien de l'employé syndiqué ex-ministre François Billoux (13).

— Et Julien Racamond ? Il faut encore le constater.

N'étes-vous pas certain qu'en gratifiant un peu derrière B.E.D.E.S. Mathot-Albertini, vous ne trouvez pas un certain nombre d'hommes, anciens membres du parti de Julien Racamond et dont un, au moins, a pu certainement voir le confédéral Racamond traité par « son colonel papi » au fameux Cercle européen ?

Il leur sera difficile de sortir de l'alternative : ils ne savent rien ou pas grand-chose, alors ce sont des enfants de troupe, du bien ils savent.

Et s'ils savent et qu'ils se taisent, c'est l'ingénierie et la « publicité » ne sont pratiquement pas attaquées. N'oubliez pas que l'homme du patronat a fait ses premières armes Benoit et Julien étant « m. norbales » au Bureau Confédéral.

## Le mouvement syndical ne doit devoir son redressement qu'à lui-même

Est-il possible de revenir à une situation normale du côté patronal ? Peu d'espoir.

Tous ceux qui ont eu à discuter ou à travailler avec des chefs d'entreprises sont prêts à vous dire combien on se méfie de ces hommes distingués, intelligents, même s'ils sont durs dans leurs décisions. Les marxistes de cette revue savent la différence qu'il convient de faire entre l'humain et l'homme économique.

Comment comprendre qu'ils passent dans le domaine collectif ces hommes deviennent par leur organisation les plus « jobards » et les plus friands de corruption ?

On voit dans chaque action un état d'esprit pernicieux : l'argent achète tout.

Qu'importent les positions et les actes publics si, par en dessous « sans se mouler », on peut « inspirer » et faire prendre des décisions conformes aux intérêts du groupe ou de ceux qui représentent le groupe ?

Sur tout ne pas se montrer, ne pas dévoiler ses intentions.

Le malheur reste que personne n'est dupe. C'est M. Stewart Alsop dans le *New York Herald Tribune* qui rappelle combien il est difficile de s'adresser à l'ouvrier français car il faudrait lui déclarer :

« Tu es exposé par une classe d'exploiteurs de possédants fraudeurs de l'impôt... ce qui est la vérité. »

Et puis, il faut en outre dire à M. K... : « C'est... »

M. K... M. R... X... «... »



et le 14 novembre dernier déclarèrent que les patrons français étaient « comme les rats qui fument le navire » et « les responsables du foyer du communisme ».

M. Villers peut être fier des appréciations ainsi émanées sur sa politique.

Sous prétexte de tout acheter, l'équipe Villers fait preuve d'un jacobinisme qu'en dit-ong sur le sens politique de ces méthodes de jeu.

« L'agence de publicité et son agent », n'avaient-ils pas imaginé que, pour les élections, il aurait été très astucieux de « faire passer » des disques antichrétiens ?

Des disques ont été commandés, composés, payés et on s'est à ce moment-là demandé :

Comme aucune solution de bon sens ne pouvait être trouvée, les disques sont restés. Ils sont sans doute dans la même cave que le matériel contre le plan Schuman.

Qu'importe M. Villers pour toujours.

Et qui le grand chef du patronat, en est là, et à vous raconter qu'il a partout dit et écrit qu'il se « portait garanti » de Paul Marchot, est-il plausible d'imaginer la dissolution du tandem ? Inutile les chefs d'entreprise ont confiance !

Du côté *pouvoir public* on est beaucoup moins riche. L'agence de publicité Villers nous a certainement quelques distributeurs, ça ne doit pas aller chercher bien loin à l'heure actuelle. Pourtant il n'y aurait rien d'extraordinaire que le Quai d'Orsay ait été tapé, lui aussi, pour que soit arrêtée la propagande contre le plan Schuman.

Plus d'ang-reuse paraît être l'action de l'agence dans les territoires non métropolitains. Il est hors de doute que le « publiciste » se servant d'un certain nombre de feuilles et de quelques complicités peut faire illusion à des hauts fonctionnaires sur « ses possibilités ».

Il n'y a pas d'autres explications « aux largesses » de M. Des Portes de la Résidence générale du Maroc.

Les questions d'Afrique du Nord sont assez sérieuses pour que les pouvoirs publics montrent quand même, un peu plus de circonspection que M. Villers.

Dans le domaine syndical « l'affaire » est assez simple.

Les cyniques savent et continueront. Ils ont pris leurs responsabilités et ont leur doctrine : c'est après tout avant de pris à M. Villers, ce « grand

Les avertis ont un contrat d'une « agence de publicité », tout est donc parfait !

Il y a tous les autres.

Certes l'atmosphère pourrait être vite éclaircie. Il suffirait, par exemple que soit exclu de toutes responsabilités syndicales le démarcheur officiel de MM. Villers-Mathot-Albertini l'homme qui a nom Madrat. Je connais trop la bienveillance de nos camarades pour avoir quelque illusion sur une solution aussi radicale. Mais je suis persuadé qu'il aura suffi d'informer tous ceux qui, militants obscurs, donnent la meilleure d'eux-mêmes pour que la bande soit refoulée sur d'autres rives.

Le mouvement syndical français se redressera. Il ne le devra qu'à lui-même et à ses militants trop peu nombreux encore, mais qui veulent lutter pour un mouvement probe et vigoureux.

Il vaudrait certes mieux que nos organisations disparaissent si elles devaient leur maintien et leur existence aux hommes et aux méthodes de Villers.

Tel est ici, en tout cas, notre avis.

Roger LAPEYRE

# Paternalisme et nationalités

## RECTIFICATION

Le cuisinier de la R.F. a cru bon d'ajouter un paragraphe de son cru à mon étude *Paternalisme et Nationalités*, du dernier numéro.

C'est, page 14, note 2, le paragraphe :

« Enfin, en Egypte et l'Angleterre y était encore capitale d'impérialisme, dès les premiers coups de feu dans la zone du canal de Suez, elle aurait occupé Le Caire et Alexandrie, comme elle le fit en 1881 ».

Je comprends le cuisinier. Ayant gardé la copie en son tiroir depuis juin 51 il l'a, quand il l'a exhumée en janvier, trouvée quelque peu défraîchie et a cherché à l'accorder à l'actualité. Mais je ne saurais signer ce qu'il me fait écrire. Je ne puis prendre à mon compte l'affirmation que, si l'Angleterre ne se comporte plus en impérialiste c'est parce qu'elle s'en est plus capable.

La France est beaucoup plus faible que l'Angleterre dans tous les domaines. Elle reste cependant impérialiste. Ses administrateurs coloniaux, civils et militaires, gardent l'esprit de 1919. Les gens d'A.E. font de même. (Voir Houdeloeque en Tunisie.) Il n'est pas jusqu'aux « républicains » qui ne fassent la même solennité. Les radicaux ne volaient-ils pas dernièrement, après le départ de Juin, qu'il fallait envoyer au Maroc un nouveau Lyotier ? Alors qu'il faudrait un Mounibattien ! En vérité la France malgré la domination de sa ca-

pitaine de ne pas modifier son esprit XIX<sup>e</sup> matière d'oublier.

Et le Portugal ? Est-ce qu'il a fait de l'Angola un dominion comme l'Angleterre vient d'en faire un de la Gold Coast ? Est-ce qu'il fait en ce que les Anglais ont entrepris au Soudan, élève les Noirs de façon à leur confier le plus possible de fonctions de direction, et bientôt la totalité de ces fonctions ? Point du tout.

Alors, si l'Angleterre ne laisse pas les Noirs dans leur abaissement c'est parce qu'elle est moins capable de le faire que le Portugal ?

Pasanteur !

Bien sûr je ne sais pas pourquoi l'Angleterre a cessé d'être impérialiste, pourquoi elle a renversé à son comportement du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais je ne puis admettre qu'on traite l'explication de ce grand fait par-dessous la jambe, en se satisfaisant d'une raison de déclinant mauvaise.

J. PERA.

## ON DISAIT.

Jama et les Hindous ne parviendront à se unir en 1955, le départ de ceux-ci.

Or les Hindous sont en train de se livrer à la plus

de l'Inde, les Hindous ne parviendront à se unir en 1955, le départ de ceux-ci.

Or les Hindous sont en train de se livrer à la plus

de l'Inde, les Hindous ne parviendront à se unir en 1955, le départ de ceux-ci.

Or les Hindous sont en train de se livrer à la plus

de l'Inde, les Hindous ne parviendront à se unir en 1955, le départ de ceux-ci.

Or les Hindous sont en train de se livrer à la plus

de l'Inde, les Hindous ne parviendront à se unir en 1955, le départ de ceux-ci.

# D'UN BLOC A L'AUTRE

## PROPOS SUR OBSERVATIONS

Puisque l'on continue à se classer en fonction des deux blocs, continuons sans nous laisser à choisir non entre les deux blocs non « l'entre deux blocs », mais dans chaque bloc, le parti du mouvement ouvrier.

Notre titre n'est donc ni une plaisanterie ni une agression. Peut-être notre insistance provoquera-t-elle enfin des réponses précises aux questions précises que nous avons posées. Or qui présente nos propos, c'est la volonté d'assurer au mouvement ouvrier international le maximum de liberté et d'indépendance. Et c'est seulement

### OBSERVATIONS SUR L'AMERIQUE

On a tort, paraît-il, de ne pas lire l'Observateur. On y trouverait matière à réflexion et une justification.

« Quelques républicains, j'ai voulu suivre ce conseil. J'ai lu avec attention le numéro du 10 janvier. Par quelle aberration puis-je encore par-

ler à moi, une sensation d'étonnement ? »

La revue de M. Claude Bourdet possède des correspondants particuliers dans presque tous les pays de l'Occident, et même à Jérusalem.

L'objectivité domine dans les papiers sur Israël.

« Sur les démocraties populaires non loin (on ne possède pas de correspondants particuliers). Un titre reproduit provoque l'émotion. La délation ? Faut-il que nous soyons si peu

corrompus pour ne pas avoir conscience ou ne pas avoir proclamé que les U.S.A. subissaient un implacable régime policier ? Des exemples cités par le correspondant M. Louis N. Adams de fonctionnaires, de professeurs, de pasteurs, révoqués sur dénonciation, établissent sans nul doute une réalité que nous avions ignorée ou exclue.

Frappons-nous la poitrine. Les faits rapportés ne sont pas invraisemblables. Nous les signalons à nos amis des U.S.A. Mais même si l'Observateur dit la vérité, nous voudrions le rappeler à quelque retenue. On doit protester, à la condition que l'on soit équilibré, en signalant que cette « hystérie » anticomuniste a été condamnée par des personnalités aussi éminentes que Mme Roosevelt, des juges de la Cour Suprême et le président Truman.

Qu'on le soit encore en confessant avec humilité le rôle déterminant joué par la « délation » et la caïennisation dans la France de Pétain, de de Gaulle et de Thorez.

Qu'on le soit encore davantage en observant quelques lignes aux régimes d'Europe orientale où chacun médite les conseils trahissement tragiques : « Ne pense pas. Si tu penses, ne parle pas. Si tu parles, n'écris pas. Si tu écris, ne publie pas. Si tu publies, ne signe pas. Si tu signes, prépare ton autocritique ! »

Contentons-nous cependant de quatre observations, qui ne sont pas nouvelles.

1° « L'hystérie anticomuniste » est une réaction provoquée non seulement par la politique stalinienne mais encore par la faveur dont le régime et les hommes de Moscou ont joui dans l'opinion publique américaine, pendant l'immédiate après-guerre. Or l'espionnage soviétique avait placé des agents jusque dans les hautes sphères du Dépar-

tement d'Etat. On ferait bien de ne pas oublier cet aspect de la question. On a peut-être tort de considérer tout communiste comme un simple espion et saboteur, au profit de l'U.R.S.S. Mais la suspicion est légitime. Ce qui est absurde, c'est de confondre sous la même qualification des stalinien de stricte obéissance et d'ex-communistes ou des communistes d'opposition. Ce qui est à la fois odieux et normal, c'est l'utilisation par les éléments réactionnaires de l'anticommunisme pour

ou simplement toute référence au libéralisme traditionnel des U.S.A. Mais cette politique antidémocratique et antiouvrière s'incarne assez bien dans le politicien Taft, dont l'isolationnisme s'appuie sur le « neutralisme européen ».

2° Les fonctionnaires fédéraux aux U.S.A. ne jouissent d'aucune des garanties conquises en France par les syndicats de fonctionnaires. Ils restent sous la direction à l'autorité présidentielle avec cette aggravation pour les agents du Département d'Etat (c'est-à-dire des Affaires étrangères) d'un contrôle tyrannique d'une commission du Sénat.

3° Sur le plan universitaire, on ne connaît pas de système centralisé des institutions nationales soumises à un statut unique. Il y a plus d'universités privées que d'universités d'Etat. Celles-ci, comme les écoles élémentaires, dépendent souvent de comités où dominent les représentants des industriels, des hommes d'affaires, des Eglises, des sociétés diverses (les syndicats ne s'y sont introduits que dans quelques Etats ou cas rares). Ce qui ne veut pas dire que le « non-conformisme » en soit banni. Les exemples cités ici de l'université de Madison et du collège Roosevelt le prouvent suffisamment. Mais les cas particuliers, si graves qu'ils soient, restent particuliers, et il ne faut généraliser qu'avec une extrême prudence.

4° Les universitaires américains n'ont pas atteint la maturité syndicale de leurs collègues français. Le syndicat adhérent à l'A.P.U., ne groupe que 60.000 membres contre 500.000 dans la puissante association neutre, souvent associée aux « managers des affaires ». Ce n'est pas là une anomalie. Le syndicalisme ouvrier stalinien français qui n'était pas autonome, alors, apparaissait comme une exception, avant la guerre, dans les Fédérations internationales, et en dehors de lui et de la centrale belge, le Secrétariat professionnel international de l'Enseignement, lié à la P.

Or le syndicalisme universitaire français a près d'un demi-siècle d'existence. Il a débuté dans les derniers soubresauts de l'affaire Dreyfus et s'est accroché au mouvement ouvrier. Il a fortement marqué une université déjà riche de traditions d'indépendance nées au Moyen Âge. C'est une originalité et une supériorité dont nous pouvons nous glorifier devant tous les autres corps enseignants, même si la réalité présente n'atteint plus le hauteur des souvenirs glorieux.

Un phénomène américain n'est jamais assez simple pour confirmer une thèse préconçue. En cette affaire d'ailleurs on confond volontairement deux processus distincts. D'une part, un anticomunisme justifié en ses principes et ses causes, qui s'en-



ne jusqu'à dépasser ses objectifs, dans l'exaspération de la guerre. D'autre part, un vieux confucisme puritain où Dieu se présente comme le gardien féroce du dogme de la race et des propriétés acquises, dont la hargne augmente en raison de la multiplicité des hérésies et des résistances. Tout cela mène-t-il à un Etat autoritaire ? C'est possible. C'est loin d'être assuré. C'est improbable si les syndicats croissent en force et en audace. Nous n'avons jamais dit autre chose. Mais nous n'avons jamais formulé d'autre espoir pour le salut du peuple américain... et le nôtre !

## SOUS LE SIGNE DE L'IMPOSTURE

Mais l'Observateur observe aussi à l'Est. Avec une admirable objectivité là, pas de dénonciation, pas de régime policier ou si peu que cela ne vaut pas la peine d'en parler. Et venant là, l'observation est naturellement simple. Il suffit de se tenir aux explications officielles, les seules publiées. La critique même est orientée. Nous connaissons cela depuis vingt-cinq ans. Lorsque Staline vainqueur de Trotsky eut dû se débarrasser de Zinoviev et de Kamenev — qui dominaient à Leningrad — il fit parler au congrès bolchevik des « mensonges de la base » de Leningrad, révoltes contre le bureau central de bureau représentatif. Il se permit de venir les indiquer. La méthode a été et son point d'application maximum lorsque sous les procès de Moscou des révolutions et « spontanéisme » des soviets et des syndicats russes même français exigeaient l'exécution des « mensonges bolcheviks et des vagues libérales » c'est-à-dire des oppositionnels. Si des difficultés d'interprétation des obusiers à un tournant, on ouvre les colonnes des journaux à des critiques, toujours justifiées d'ailleurs, on se fiche les malheureux soupçons et d'écarts de série, on les remplace par d'autres séries, de négatives la critique devient constructive. Staline ou un autre Staline la consacre officiellement et sa colonne s'ouvre aux chants d'adieu et aux saluts aux orientaux.

M. Jacques Armel ne tient nul compte de cette expérience dans son article de l'Observateur du 10 janvier 1953, intitulé *Le grand tournant et les démocraties populaires*.

Revenons sa thèse : dans les démocraties populaires l'accroissement des salaires a été tellement rapide que les gouvernements s'en sont émus. La masse des salaires augmentait plus rapidement que la masse des biens de consommation. Il faut donc modérer les besoins nouveaux des travailleurs, accroître la productivité par la création d'un « fonds de salaires variant en fonction de la réalisation du plan, encourager au maximum l'émulation par la hiérarchisation des professions et la différenciation des salaires ». Bien entendu, il faut renforcer la discipline du travail. M. Armel use d'un adorable euphémisme : l'empire du travail d'explication, de persuasion des organismes politiques et des responsables syndicaux. « On va expliquer », disent les hommes du milieu, avant de manier la mitraille ou la mitrailleuse. Ici le pronom réciproque est inutile. On va expliquer à l'interlocuteur passif. On persuade, c'est encore plus énergique ; de la passivité l'interlocuteur tombe au mutisme définitif. Ce sont surtout les

qui poussent l'indiscipline jusqu'à l'absence et la fuite. On envisage, selon M. Armel — une amélioration de leur sort... mais une aggravation de leurs conditions de travail. M. Armel pense-t-il que ces mesures contradictoires (on augmenterait les salaires de 50 % mais sur la base de normes aug-

mentées de 30 %) suffisent pour retenir et encourager les mineurs ? Sinon qu'envisage-t-on pour renforcer la discipline du travail ?

Tout cela, pour M. Armel ne crée pas de « difficultés particulières à long terme ». Tout s'arrange toujours, d'une manière ou de l'autre. Il y a déjà quatre camps de concentration à Varsovie et dans sa banlieue groupant vraisemblablement entre 10.000 et 15.000 prisonniers.

Le plus grave, c'est évidemment le problème agricole. M. Armel constate la discordance entre les progrès industriels et la stagnation (même la régression) agricole. Ce qui est difficile, c'est de faire entrer « le secteur agricole dans le secteur de l'économie socialiste ».

Soit en Bulgarie qui fort heureusement n'est pas catholique, mais orthodoxe (sic ! ?), le rythme de la collectivisation reste trop faible et semble même se ralentir. Grâce à l'heureuse influence de 40 kolchoziers soviétiques « résistants » on va renforcer la discipline dans les communautés socialistes agricoles de Hongrie, où cependant l'exception qui confirme la règle — les objectifs du plan agricole ont été atteints. M. Armel ne dit pas qu'il ne peut pas (tout dire) que dans ce pays où les conditions toujours favorables l'ont été particulièrement, en 1951 on n'a supprimé le rationnement que le 1<sup>er</sup> décembre 1951 — que la « révolte » à Budapest a provoqué des frictions et des bagarres, que compte tenu d'une augmentation des salaires nominaux, la hausse réelle des prix atteint 40 % en moyenne pour les dépenses domestiques dans les cas les plus favorables depuis la suppression des cartes.

M. Armel indique en passant, que le rationnement a été rétabli en Tchécoslovaquie et en Pologne. Peut-être a-t-il lu un article d'André Paris dans le Monde du 30 décembre 1951 journal suspect de socialisme hypocrisie, qui ne trahira pas la sérénité de notre observateur. En Tchécoslovaquie, « les enfants des kolchoziers » c'est-à-dire des paysans réfractaires n'auront droit à leurs cartes de sucre et de farine et à leurs points textiles.

Il y a aussi obligation de lier leurs denrées à C'est curieux. Il me semble avoir déjà lu quelque chose d'analogue. J'y suis. C'est en 1942 en France, lorsque l'autorité allemande excluait les enfants juifs des cantines scolaires.

Nous avons tenté une interprétation des observations sur l'Amérique. Que donnerait la même tentative à l'égard des observations sur les démocraties populaires ? L'augmentation des salaires dans les démocraties populaires ? Dans des pays « socialistes » (1 ?). Il est très facile de dissimuler

« On va expliquer », disent les hommes du milieu, avant de manier la mitraille ou la mitrailleuse. Ici le pronom réciproque est inutile. On va expliquer à l'interlocuteur passif. On persuade, c'est encore plus énergique ; de la passivité l'interlocuteur tombe au mutisme définitif. Ce sont surtout les

tionnement, ce qui a abouti, en Bulgarie en mars 1951, à la levée de la discipline du travail. On nous indique pour la période 1948-1950 que le salaire réel par tête par an était de 10.000 l. (1948) et de 12.000 l. (1950). On nous indique que le salaire réel par tête par an était de 10.000 l. (1948) et de 12.000 l. (1950).

1. est vrai que le salaire réel par tête par an était de 10.000 l. (1948) et de 12.000 l. (1950). On nous indique que le salaire réel par tête par an était de 10.000 l. (1948) et de 12.000 l. (1950).

dicats, mais clandestine et menée hors des syndicats et contre ceux-ci. C'est tout simplement par la pratique du « salaire noir » bien connue des travailleurs français, pendant la période de blocage des salaires. Il s'agit d'interpréter « largement » les normes et les coefficients, de compter des heures supplémentaires fictives, d'arracher des avantages en nature. Selon un organe syndical officiel, l'amplitude du salaire noir atteindrait 33,5 % du salaire normal moyen (calculé d'ailleurs compte tenu des salaires soviéto-finnois qui dépassent le double du salaire maximum). Mais M. Arnel nous l'annonce. Les autorités vont réagir, par les méthodes d'expansion et de persuasion dont l'af faire Stansky nous offre un récent exemple.

Le retard de l'agriculture ? Euphémisme pour désigner une pénurie générale se limitant pas le rationnement, la disette, l'augmentation des prix. Or il s'agit de pays capables de ravitailler une partie de l'Europe. Avant guerre, la Bulgarie exportait du blé, des céréales, des fruits, de la soie. La Hongrie et la Roumanie exportaient du blé. La Pologne et la Tchécoslovaquie exportaient du sucre. Seulement, il faut bien reconnaître

... sacrifices au socialisme proclament les  
ses supérieurs dont l'esprit se nourrit d'idées so-  
ciales et le corps de réalités capitalistes.

Nous pourrions discuter longuement sur cette histoire de collectivisation de l'agriculture. Peut-on collectiviser la propriété de la grande propriété féodale à la grande propriété à caractère industriel ? N'est-ce pas la technique qui doit déterminer la forme de propriété ? N'est-ce pas par exemple effroyable et non par la contrainte que l'on peut provoquer l'association volontaire des producteurs agricoles, évoluant ensuite vers une socialisation de la propriété ? C'étaient là les thèmes des discussions que nous engageons dans les groupes communautaires, lors de la période héroïque de la révolution russe. Les révélations de Kravchenko ont conduit le débat suspendu vingt-cinq ans auparavant.

En réalité il ne s'agit pas de socialiser l'agriculture pour élever celle-ci au niveau d'une industrie socialisée — mais de détourner une classe dont les tendances d'indépendance entraveraient l'achèvement

**de en France**

naire à la grande industrie. On dira que c'est là une étape sur la voie du socialisme. Voici ! C'est justement le socialisme à grand en Europe occidentale en s'appuyant au « fatalisme » de l'histoire. Et l'expérience accumulée permet aux prolétaires des pays économiquement arriérés de prévenir les misères effroyables subies par les travailleurs des pays avancés. Or le stalinisme détruit tout cela. En termes simples, le stalinisme est le capitalisme d'Etat. Sans mouvement ouvrier libre, capable de s'opposer au capitalisme d'Etat, comme au capitalisme privé, pas de socialisme, pas d'espoir socialiste.

pédiment que les tuens de consommation. Notons en passant que c'est exactement l'opinion relative à la France exprimée par M. Vilhers à la dernière réunion du Paroanal français Je Monde, 19 janvier 1952) A lire M. Arnel, on pourrait croire que c'est là une conséquence inévitable de l'industrialisation. Inévitable certes, mais pas inévitable, car ce sont les plans dressés par les créatures de Staline qui ont imposé cette discordance. Ces plans ont pour objet, et pour objet unique de subordonner aux intérêts de l'U.R.S.S. toute l'activité économique des pays satellites. Toutes les affaires de rupture avec Tito, procès de Rajk, arrestation de Cierniecki et de Simsky s'expliquent par la volonté de Staline de liquider les résistances nationales, d'empecher toute relation directe entre deux Etats vassaux et tout commerce avec l'Occident qui ne serait pas soumis à son contrôle.

C'est pourquoi la Tchécoslovaquie a dû abandonner presque complètement ses industries nationales pour développer artificiellement les industries de constructions mécaniques (URSS a besoin de machines. Et si l'on fabrique encore des chaussures en Tchécoslovaquie, c'est pour chauffer, armer rouge).

L'U.R.S.S. impose ses prix à l'importation et à l'exportation, quant à ses rapports commerciaux avec les démocraties populaires. On manque de pain en Tchécoslovaquie. On n'a pas le droit d'acheter du blé canadien à 5 453 couronnes la tonne (transport compris). On ne peut se fournir dans les pays voisins qui réservent à l'U.R.S.S. leurs produits. Il faut acheter du blé russe à 8 100 couronnes la tonne.

En comparant 1938 et 1949, la part russe dans le total des exportations monte de 0,08 à 51 % en Bulgarie, de 0,70 à 16,8 % en Tchécoslovaquie, de 0,10 à 17,8 % en Pologne, de 0,04 à 50 % en Roumanie. Pourcentages d'ailleurs inférieurs à la réalité, car l'U.R.S.S. achète à ces pays

Les importations de l'U.R.S.S. ont apparemment augmenté dans les mêmes proportions, mais il n'y a pas d'équilibre, car l'U.R.S.S. vend au prix fort, bien au-dessus des cours mondiaux.

Capitainisme d'Etat, avons-nous dit ? La formule est trompeuse. Capitainisme d'Etat russe. Non, pas car ici les capitaines de l'Etat ne sont placés au gouvernement, mais ce sont des Russes qui occupent les postes de commande dans l'économie de chaque pays. La Roumanie hongroise, le pétrole et le bois roumains dépendent de sociétés mixtes où l'apport russe est constitué par des capitaux confisqués comme butin de guerre, et où la direction appartient à des Russes.

Nous n'insistons pas davantage. Nous n'apportons pas ici une documentation complète, mais de simples exemples illustrant notre démonstration. Si M. Armet le souhaite, nous compléterons et préciserons. Mais il se gardera bien d'engager la conversation.

Le capitalisme d'Etat stalinien s'était formé et imposé par une exploitation des ouvriers et des paysans russes pire que celle qui accompagna la révolution industrielle anglaise et française du XIX<sup>e</sup> siècle. L'impérialisme stalinien impose aux peuples vassaux un système colonialiste pire que celui qui accablait les indigènes des conquêtes espagnoles du XVI<sup>e</sup> siècle.

Accoler à cette monstruosité anachronique la qualification de socialiste, c'est pousser l'aveuglement jusqu'aux limites de la décence ou l'imposture jusqu'aux canons de l'infamie !

**Roger MAGNAUER**



# La renaissance du syndicalisme

## La mystification de l'école russe

Les lecteurs de la « R. P. » ont pu lire dans le numéro de décembre 1961 et à la dernière page un article intitulé « A propos des textes fournis sur l'école en U.R.S.S. ». En quelques lignes je fusais l'historique de la question, question passionnée une année entière la section syndicale des instituteurs de la Loire. J'annonçais la tenue d'un débat public hôtel de ville de Saint-Etienne le 29 novembre. Le débat a eu lieu. Les conclusions sont intéressantes et claires.

Elles ont élevé le niveau de la discussion bien au delà de la simple controverse à propos de textes. Puisque cette histoire, à la fois reconfortante et triste pour nos amis de la « R. P. », c'est bien volontiers que j'en livre les

Au cours de l'année écoulée, j'avais eu l'occasion en Russie. Des syndiqués cégétistes m'avaient mis au défi de prouver l'authenticité. Deux d'entre eux avaient affirmé qu'en cinq minutes ils détruiraient sans peine la valeur de ma documentation. J'ai relevé le défi. Après un long travail j'ai eu en main les textes et les livres, journaux, photocopies, etc. Voici la liste des ouvrages montrés et

Code pénal soviétique (Editions d'Etat 1950).  
Recueil d'exercices et de problèmes N.N. Nikitine O.B. Poljak L.N. Volodina (Editions d'Etat Granmaire Chertva 1ère partie 1946).  
Abrégé de la langue russe (Editions d'Etat 1946).  
N.B.P.S.R. Moscou 1940.  
Durant des mois et avec l'aide d'amis et de traducteurs parisiens, j'ai accumulé les documents. Au sein de notre commission exécutive les cama-

rade Pierre Clauzet et Guy secrétaire de la Section de la Loire du Syndicat National des Instituteurs. Cher camarade, je m'excuse de n'avoir pas répondu plus tôt à ta première lettre, de qui a motivé de ta part l'envoi d'une lettre recommandée. Tu comprends aisément qu'ayant collaboré activement à la préparation du congrès de la P.E.N. de la grève du 9 novembre, et à diverses autres tâches importantes, je n'ai pas eu encore le temps de te répondre. J'ai reçu attentivement ta lettre du 19 octobre. J'en tire deux conclusions :

Pierre Clauzet à Guy secrétaire de la Section de la Loire du Syndicat National des Instituteurs. Cher camarade,

Je m'excuse de n'avoir pas répondu plus tôt à ta première lettre, de qui a motivé de ta part l'envoi d'une lettre recommandée.

Tu comprends aisément qu'ayant collaboré activement à la préparation du congrès de la P.E.N. de la grève du 9 novembre, et à diverses autres tâches importantes, je n'ai pas eu encore le temps de te répondre.

J'ai reçu attentivement ta lettre du 19 octobre. J'en tire deux conclusions :

1) Que des textes doivent être examinés

2) Que des livres ou photocopies sont authentiques.

3) Et la traduction est correcte.

Il te serait donc très obligé de m'envoyer la liste des livres avec leurs éditeurs et dates de leur publi-

cation. L'intérêt d'une telle demande. En ce qui concerne les campagnes antisoviétiques nous avons été tellement habitués à la provocation, à la faiblesse, que même devant l'initiative que prend un camarade de mon propre syndicat j'aurais eu le malin plaisir de penser que nous ne produirions pas de documents sur un cas et les montrer avec la maxime de l'homme de science et de ses rivaux :

« L'homme de science dans le pays un groupe d'hommes financés par les Américains et appuyés sur un certain nombre d'énigmes d'Europe Centrale, spécialistes des hexagones antisoviétiques. Ils ne disposent de fonds considérables. Je ne te fais cette communication que pour ajouter à la propre disinformation, demeure comme tu es de connaître la vérité.

En ce qui concerne le débat que tu comptes organiser et dont tu fixes de la date, je

Les conclusions d'organisation :

a) qui organise ?  
b) qui participe ?  
c) organisation de la discussion, etc.  
d) lieu, date, débat ?

Il me serait agréable également de connaître le lieu et la date de ton entretien.

En vous remerciant de votre intérêt pour la cité ouvrière de

Paris, le 12 nov 61

P. CLAUZET

P.B. — Cette lettre ne rien de confidentiel

Monsieur Guy secrétaire de la Section de la Loire du Syndicat National des Instituteurs. Cher camarade, je m'excuse de n'avoir pas répondu plus tôt à ta première lettre, de qui a motivé de ta part l'envoi d'une lettre recommandée. Tu comprends aisément qu'ayant collaboré activement à la préparation du congrès de la P.E.N. de la grève du 9 novembre, et à diverses autres tâches importantes, je n'ai pas eu encore le temps de te répondre. J'ai reçu attentivement ta lettre du 19 octobre. J'en tire deux conclusions :

1) Que des textes doivent être examinés

2) Que des livres ou photocopies sont authentiques.

3) Et la traduction est correcte.

Il te serait donc très obligé de m'envoyer la liste des livres avec leurs éditeurs et dates de leur publication. L'intérêt d'une telle demande. En ce qui concerne les campagnes antisoviétiques nous avons été tellement habitués à la provocation, à la faiblesse, que même devant l'initiative que prend un camarade de mon propre syndicat j'aurais eu le malin plaisir de penser que nous ne produirions pas de documents sur un cas et les montrer avec la maxime de l'homme de science et de ses rivaux :

« L'homme de science dans le pays un groupe d'hommes financés par les Américains et appuyés sur un certain nombre d'énigmes d'Europe Centrale, spécialistes des hexagones antisoviétiques. Ils ne disposent de fonds considérables. Je ne te fais cette communication que pour ajouter à la propre disinformation, demeure comme tu es de connaître la vérité.

En ce qui concerne le débat que tu comptes organiser et dont tu fixes de la date, je





un moment. Les « poubelles » où j'avais puisé mes

et dit la vérité qui veut aller  
aux sources, qui veut être assez libre pour se de-  
viner. Tristes temps. On se gargarise d'un  
sous couvert de cette année qui accomplit toutes les

Je suis « antistalinien ». Eh bien ! oui, je suis  
antistalinien ! Je le suis farouchement justement  
parce que j'ai rêvé d'une Russie socialiste très  
exaltée parce que je voudrais pouvoir être  
compréhensif.

Je voudrais pouvoir être  
compréhensif.

FRANC

1977

préparation. Elle portera  
de l'air et la totalité des

sans être affirmé que le problème de l'école russe

XX

## L'idée vivante du regroupement syndical

compte R.P. avril 51. A cette occasion j'avais es-

l'idée vivante du regroupement syndical

l'idée vivante du regroupement syndical

l'idée vivante du regroupement syndical

Les militants du mouvement des sans-  
D'autres militants de l'Unité paraissent réagir

Cependant, il est intéressant de noter que ces problèmes essentiels, non seulement continuent de se poser mais sont de plus en plus discutés par des milieux de plus en plus nombreux. C'est autour de cette

R. WALL-SINKS

et à participer au débat auquel ont été in-  
vités MOÏSE de l'Unité) A LAFOND (de  
la CGT FO) KAPP (du Syndicat de l'En-  
seignement de la Région Parisienne)

2) *Le Monde*, 10 octobre 1951. Une lettre inédite de George Sand à Max Aillaud.



## ACTIVITE DU CERCLE ZIMMERWALD\*

(JANVIER 1952)

Le bureau provisoire du Cercle Zimmerwald s'est réuni le 20 janvier, en présence de camarades étrangers : Américain, Espagnol, Polonais, Vietnamiens. Après lecture des premières adhésions et de quelques lettres, le camarade américain présent nous a exposé ses opinions sur le mouvement qui va aux U.S.A., et une discussion a suivi. La discussion est prise en fin de séance de publier les extraits suivants de l'article de George F. Kennan, intitulé « L'Amérique et l'avenir de la Russie », et publié dans le numéro du premier trimestre 1951 de la revue « Foreign Affairs ». Kennan, qui va devenir ambassadeur à Moscou, est l'auteur d'un livre sur la Russie (dont nous attendons la traduction, par un membre du Cercle) : c'est un diplomate antiféodaliste, mais russophile. Fortement attaqué dans la presse soviétique, sa nomination a cependant été acceptée par le gouvernement russe.

### L'AMERIQUE ET L'AVENIR DE LA RUSSIE

Certains Américains reviennent déjà simplement à l'idée d'une guerre possible, — à cette mauvaise habitude américaine qui consiste à tenir pour certain qu'il y a quelque chose de définitif et de positif dans une décision militaire — que c'est la fin, et la fin maléficiente, de quelque chose, et non pas un commencement.

Ce problème de la possibilité d'une Russie différente et préférable n'est pas, en réalité, une question de guerre ou de paix. La guerre, en elle-même, ne nous apportera pas cette Russie-là.

Dans nos rapports avec le peuple russe, il est plus important qu'il l'a jamais été que nous reconnaissions que nos institutions peuvent ne pas convenir à des peuples vivant sous d'autres climats et dans d'autres conditions, et qu'il peut exister des formes d'organisation sociale et de gouvernement qui ne reconnaissent aucunement aux nôtres et qui pourtant ne méritent pas notre désapprobation. Il n'y a aucune raison pour que cette idée nous scandalise. En 1891, Tocqueville, se trouvant aux Etats-Unis, écrivait justement : « Plus je vois ce pays-ci, plus je suis pénétré de la vérité que voici : qu'il n'y a rien d'absolu dans la valeur théorique des institutions politiques, et que leur efficacité dépend presque toujours des circonstances préliminaires et des conditions sociales du peuple auquel elles sont appliquées. »

Fait très regrettable, dans l'état actuel du monde, il faut examiner les possibilités d'action directe des Américains, en vue d'atteindre les buts discutés plus haut, dans le cas d'une guerre possible et dans le cas de la continuation de l'état actuel « d'absence de guerre générale ». Il faut malheureusement discuter en premier lieu la première de ces possibilités : car elle a pris une place prédominante parmi les perspectives possibles dans l'esprit de bien des gens.

Si la guerre vient, que pourrions-nous faire directement pour favoriser l'apparition d'une Russie plus désirable ? Nous pourrions conserver sans cesse clairement présente à l'esprit l'image du genre de Russie que nous aimerions à voir et veiller à lui permettre de naître.

La première partie de cette tâche est négative : ne pas nous laisser distraire par des conceptions, des buts de guerre inappropriés ou de nature à créer la confusion. Nous pourrions éviter, cette fois, la tyrannie des « slogans ». Nous pourrions éviter de créer la confusion dans nos esprits par de belles phrases martelant de réclame, ou n'ayant même aucun sens, ayant simplement pour but de nous réconforter dans la terreur et sanglante entreprise où nous serons engagés. Nous pourrions nous rappeler

que la guerre — affaire de destruction, de brutalité et de sacrifices de séparation, de désorganisation familiale et d'affaiblissement des bases profondes de la société — est un procédé qui, par lui-même, ne peut amener aucun résultat positif : que la victoire militaire elle-même n'est que la condition nécessaire et indispensable de quelque réalisation plus positive qu'elle rend possible, mais qu'elle ne garantit pas. Nous pourrions avoir, cette fois, le courage moral de nous rappeler que les grands conflits internationaux sont, du point de vue des principes de notre civilisation, une forme de faillite pour nous tous — même pour ceux qui croient avec confiance qu'ils ont raison ; que tous, vainqueurs et vaincus, nous souffrirons nécessairement de la guerre plus que nous y aurons gagné, et plus loin des buts que nous visons ; et que, puisque la victoire ou la défaite ne peuvent signifier que des degrés relatifs dans le malheur, la victoire militaire la plus glorieuse elle-même ne nous donnerait pas le droit de considérer l'avenir autrement que dans un esprit de regret et d'humilité pour ce qui s'est passé, tout en nous rendant compte que la route qui s'ouvrira devant nous, vers un monde meilleur, sera longue et dure — plus longue et plus dure, en fait, qu'elle l'eût été s'il avait été possible d'éviter entièrement un cataclysme militaire.

Notre expérience en Allemagne montre que nous n'avons pas encore très bien réussi, en tant que nation, à comprendre la situation d'un homme qui vit sous le joug d'un despotisme moderne. Le totalitarisme n'est pas un phénomène national : c'est une maladie à laquelle toute l'humanité peut être sujette, dans une certaine mesure. Vivre sous un régime de ce genre est un malheur qui peut arriver à un pays pour des raisons purement historiques et qu'on ne peut pas réellement attribuer à une culpabilité particulière de l'ensemble du pays. Là où les circonstances affaiblissent le pouvoir de résistance jusqu'à un certain point critique, le virus triomphe. Si la vie individuelle continue dans le cadre totalitaire, elle ne peut le faire qu'avec le consentement du régime, et, dans une certaine mesure, de connivence avec les dirigeants qu'il a. En outre, il y aura toujours des domaines où le gouvernement totalitaire a identifié aux sentiments et aux aspirations populaires. Les rapports entre le citoyen et l'autorité politique sous le régime totalitaire sont donc inévitablement compliqués, ils ne sont jamais nets et simples. Celui qui ne comprend pas ces choses ne peut pas comprendre ce qui est en jeu dans nos rapports avec les peuples de ces pays-là. Ces réalités ne laissent pas de place à notre idée favorite que la population d'un Etat totalitaire peut être partagée avec précision en collaborateurs et en martyrs et que, ce partage opéré, il ne reste personne. Les gens ne sortent pas indemnes de ces rapports entre les citoyens et l'autorité : quand ils arrivent à en sortir, ils ont besoin d'aide et de compréhension, non pas de sermones et de sermons.

Voilà pour ce que nous aurions à faire si, contrairement à nos espoirs et à nos desirs, la guerre dont on parle tant se révélait impossible à éviter. Mais supposons que dure l'état de choses actuel sans qu'éclate un conflit général. Que devons-nous faire alors ?

En premier lieu, ayons-nous des motifs quelconques d'espérer que, dans ces circonstances, il pourrait se produire en Russie des changements du genre que nous envisageons ici ? Il n'y a pas de critères objectifs pour répondre à cette question. Il n'existe pas de « preuves » pour ou contre. La réponse se fonde sur quelques choses qui sont en partie affaire d'opinion et de jugement, mais aussi, en partie, on l'admet, acte de foi. L'auteur de ces lignes croit que la réponse est positive : que nous sommes, en vérité, justifiés à espérer, et à tenir pour possible, que ces changements puissent se produire. Mais à l'appui de cette opinion on ne peut dire que ce qui suit.

Il ne peut y avoir de stabilité réelle dans un système fondé sur les faiblesses et le mal qui sont dans la nature humaine — un système qui essaie de vivre de la dégradation humaine, se nourrissant comme un vautour de ses anxiétés, de sa capacité de haine, de la facilité avec laquelle elle se trompe, de sa vulnérabilité aux influences psychologiques. Ce système ne peut représenter autre chose que les déceptions

\* Pour les adhésions au Cercle Zimmerwald, écrire 28, rue de l'Université, Paris 7<sup>e</sup>.



et l'amertume particulière à la génération qui l'a créé, et la terreur froide de ceux qui ont été assez faibles ou assez imprudents pour en devenir les agents.

Je ne parle pas ici de la révolution russe en elle-même. Elle représente un phénomène plus complexe, qui a ses origines dans l'histoire. Je parle du processus par lequel quelques choses qui prétendaient être un tournant heureux des affaires humaines, qui prétendaient amener une diminution et non pas une augmentation du total de l'injustice et de l'oppression humaine, est devenu ce triste Purgatoire qu'est l'Etat polaire. Seuls des hommes ayant le sentiment profond de leur échec personnel peuvent trouver une satisfaction à faire aux autres ce qu'ils trouvent toujours un système de ce genre, et tous ceux qui ont eu l'occasion de regarder dans les yeux un fonctionnaire de la police communiste y auront trouvé, dans ce poite profond de haine et de défiance disciplinée, la faible lueur de terreur effroyable qui prouve ce que je viens de dire.

L'Etat policier moderne ne représente qu'une effroyable convulsion que subit la société sous l'influence d'un certain moment historique. Il peut provoquer une maladie grave, atroce, de la société. Mais la société, étant quelque chose d'organique, marquée par des changements, des renouvellements et des adaptations, ne restera pas indéfiniment dans cet état. Les violents antagonismes qui ont provoqué les convulsions finiront par perdre de leur acuité, et l'instinct s'avèrera une vie plus saine, comme malade, plus intégralement commencent de s'effacer.

Mais ce qu'on ne saurait prévoir, c'est comment ces changements se produiront. Et la révolution politique obéit à des lois, elles jouent certainement un rôle ici ; mais il s'agit alors des lois d'évolution particulières au phénomène du totalitarisme moderne, et elles n'ont pas encore été suffisamment étudiées et comprises. Que ces lois existent ou non, les événements seront modifiés par le caractère national et par le rôle formidable que le hasard joue incontestablement dans le déroulement des événements humains.

Il y a une chose dont nous pouvons être sûrs : aucun changement important et durable dans l'esprit et les pratiques du gouvernement de la Russie ne sera jamais provoqué par des influences d'inspiration étrangère ou des conseils de l'étranger. Pour être réel, pour être durable et pour mériter d'être accueilli avec espoir par les autres peuples, il faudrait que ce changement vienne de l'initiative et des efforts des Russes eux-mêmes. C'est se faire une idée superficielle de l'histoire que de croire que la propagande et l'agitation étrangères peuvent provoquer des changements fondamentaux dans la vie d'une grande nation. Ceux qui parlent de renverser le régime soviétique par la propagande soulignent, pour justifier leur thèse, l'activité intense de la propagande soviétique et les divers aspects de l'activité subversive pratiquée, inspirée ou encouragée par le Kremlin dans le monde entier. Ils oublient que le fait principal concernant cette activité, comme le montrent les 33 ans et plus pendant lesquels les Soviets s'y sont livrés avec ardeur, c'est son échec d'ensemble. En fin de compte, l'intimidation ou l'invasion ont été les seuls nécessaires pour propager le système soviétique. On peut objecter que la Chine est une exception, mais dans quelle mesure peut-on dire que la Chine fait réellement partie du système soviétique ? Nous n'en savons rien, et attribuer la révolution qui s'est produite en Chine, au cours de ces dernières années, principalement à la propagande ou à l'influence soviétiques, c'est sous-estimer gravement, pour dire le moins, nombre d'autres éléments extrêmement importants.

Toute tentative faite par une nation pour entretenir directement une autre nation des affaires politiques de cette dernière est un procédé douteux, gros de possibilités de malentendus et de mécontentement. Cela est particulièrement vrai quand l'esprit et la tradition diffèrent, et que la terminologie politique n'est pas réellement traduisible.

Pour ces raisons, l'influence la plus importante que les Etats-Unis puissent exercer sur les événements intérieurs de Russie continuera d'être l'influence de l'exemple : l'influence de ce que sont les Etats-Unis, et non seulement de ce qu'ils sont

pour les autres, mais de ce qu'ils sont pour eux-mêmes.

Tout message que nous essaierons de transmettre aux autres ne sera efficace que s'il est en accord avec ce que nous sommes pour nous-mêmes, et si ce que nous sommes pour nous-mêmes est quelque chose de suffisamment impressionnant pour forcer le respect et la confiance d'un monde qui, en dépit de toutes ses difficultés matérielles, reste plus disposé à reconnaître et à respecter l'émancipation spirituelle que l'opulence matérielle.

## ENTRE NOUS

### PROPOS D'UN CUISINIER

La constance de nos abonnés, les lettres et les remarques reçues prouvant qu'en 1951 comme les années précédentes, la « R.P. » a su intéresser ses lecteurs, même ceux qui trouvent qu'il y a « beaucoup trop d'articles intellectuels ». Nous sommes animés ici par le souci de maintenir l'équilibre entre l'action et l'éducation. Et si la seconde paraît avoir pris le pas sur la première, c'est uniquement par carence de celle-ci. Les études ou les articles sur les problèmes spécifiquement ouvriers n'ont pas été écartés par le bulaider : ils lui ont manqué. Et il le regrette profondément.

Il ne fait pas de doute que l'on sent chez tous nos lecteurs le souci de la condition ouvrière, mais celle-ci ne ressort pas toujours clairement parce que les principaux problèmes ne sont pas traités. Et l'on comprend que le militant de la base n'y trouve pas toujours son compte.

« Il faut refaire une opinion publique ouvrière », a dit Monatte à la conférence de la « R.P. » de novembre 1947. Or de ce qu'il demandait — il y a quatre ans — rien n'a été fait. Nous n'avons pas encore pu jusqu'ici faire connaître la véritable situation des ouvriers de la métallurgie — ni de ceux du bâtiment. Pas plus qu'en 1947, on ne sait grand-chose sur les nationalisations — et le grave problème de l'enseignement n'est toujours pas traité à fond, etc.

Dans une revue comme la nôtre, l'étude de ces problèmes devrait tenir une grande place. Certes, le militant est très pris par les tâches syndicales, mais comment trouver quelqu'un qui puisse mieux que lui renseigner sur ce qui se passe dans la corporation ? Passer la plume à un copain qui n'est pas dans le bain, c'est risquer de traduire imparfaitement une situation, même si la syntaxe est respectée.

Mais à défaut du responsable syndical, le cercle d'études, la commission corporative, devraient pouvoir trouver dans leur sein le ou les militants pour dire ce qui se passe dans l'usine ou sur le chantier. Informer. Dire le sort de l'ouvrier. Ce n'est qu'à cette condition qu'on peut l'amener à agir en conscience.

Nous avons inauguré, dans la « R.P. » de novembre dernier, une rubrique sur la bataille ouvrière. Elle n'a pas eu d'écho. Or tout le monde sait que beaucoup de patrons ne respectent pas les lois sociales. La non-majoration des heures supplémentaires, par exemple, est pratiquée couramment. Et Dieu sait si l'on en fait des heures supplémentaires !

La lettre du Nivernais sur la condition des ouvriers à domicile est restée unique en son genre (« R.P. », mai 51). Or le Nivernais n'est qu'un coin de France. Il est bien probable que des cas semblables existent en Bretagne, dans le Midi et ailleurs.

L'un des syndicalistes de ce pays est plus que jamais nécessaire. Il faut refaire une opinion publique ouvrière. Et c'est au militant de la base qu'incombe cette tâche. Malaxer vos cahiers de doléances. Communiquer-les à la « Révolution socialiste » qui les centralisera.

Obligez les centrales syndicales à se remuer par l'action à la base.

J.-P. P.

Le gérant : J.-P. FINIDORI

Impr. : Editions Polyglottes s.  
232, rue de Charenton, Paris-13



# D'où vient l'argent ?

Dans le dernier numéro nous avons longuement entrete nu nos amis de l'administration de la « R.T.P. » Voici le résultat de l'exercice 1951 :

## RECETTES DE L'ANNEE 1951

Abonnements ordinaires	642.975
Abonnements de soutien	186.950
Souscription	83.061
Vente des numéros	74.320
Publicité	33.865
Avance papier	5.710

Total 1.026.881

## DEPENSES DE L'ANNEE 1951

Impression et papier	605.353
Timbrage, roulage, expédition	94.230
Téléphone	15.785
Frais généraux	10.284

Total 725.642

L'exercice 51 se trouve bénéficiaire surtout grâce à l'achat d'avance d'un stock de papier. Puisse-t-on en faire autant bientôt !

## DU 21 DECEMBRE 1951 AU 30 JANVIER 1952

RECETTES :	
Abonnements :	
Ordinaires	61.772
Soutien	10.300
	112.072
Souscription	5.116
Vente	18.500
Divers	3.430
Recettes totales	139.118
Caisse et chèques postaux	71.655
	210.773

DEPENSES :	
Impression et papier (avance en décembre sur numéro de janvier)	50.000
Timbrage, roulage, expédition	2.334
Téléphone	1.483
Créditeurs divers	3.077
Frais généraux	1.611
	57.505

Soldes au 30 janvier 1952 :	
Caisse	11.586
Cheques postaux	142.090
	153.676

Balance 212.293

Du au 30 de janvier 1952 (réglement le 21-1-52).

## MOUVEMENT DES ABONNES

Situation au 20 décembre	1384
Rétablissement	3
Abonnements nouveaux	19

Désabonnements 1405

Situation au 30 janvier 1396

## LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Seine 7 ; Alger 1 ; Belfort 1 ; Creuse 1 ; Doubs 1 ; Isère 1 ; Seine-Inférieure 1 ; Seine-et-Marne 1 ; Angleterre 1 ; Belgique 3 ; Suisse 1. — Total : 19.

## LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Salève (Suisse) 3.000 ; Chambon (Paris) 1.000 ; Delol (Paris) 2.000 ; Grubeneuf (Suisse) 1.000 ; Van Zerk (Alpes-Maritimes) 1.000 ; Martinollet (Aude) 1.000 ; A. Burdin (Ain) 1.500 ; Mile Thomas (Sud-est-Alsace) 1.000 ; R. Belmont (Paris) 1.500 ; G. Marchal (Paris) 1.500 ; Toulon (Seine) 1.000 ; G. Man. ploux (Seine) 1.000 ; Meusier (Seine) 1.000 ; Clap. ta (Paris) 1.000 ; Mme R. Martinet (Paris) 1.000 ; E. Poulet (S.-et-O.) 1.500 ; M. Bayard (S.-et-O.)

1.500 ; F. Boissier (Isère) 1.000 ; R. et J. Paupy (Puy-de-Dôme) 1.000 ; G. Vidal (Haute-Loire) 1.500 ; J. Chaneux (Jura) 1.500 ; Di Lucio (Alger) 1.200 ; J. Vautard (Marne) 1.500 ; H. Baed (Suisse) 1.000 ; L. Boissier (Marne) 2.000 ; A. Layenir (Rhône) 1.000 ; Deyrie (Paris) 1.700 ; P. Gamache (Isère) 1.000 ; A. Goué (Pyrénées) 1.000 ; Michel Collinet (Paris) 1.000 ; Mme Della (Landes) 1.000 ; G. Philpion (Cher) 1.000 ; M. Drex (Alpes-Maritimes) 1.500 ; A. Gony (Paris) 1.200 ; Mme Chailasse (Loire) 1.200 ; J. Fontaine (Rhône) 1.500 ; Mme Perrère (Paris) 1.000 ; A. Crespo (Alger) 1.000 ; G. Renaud (Tunisie) 1.000 ; E. Laugier (Tunisie) 1.000. — Total : 50.800 francs.

## LA SOUSCRIPTION

Lagrange (Paris) 100 ; Leterre (Paris) 200 ; W. Krasak (Paris) 500 ; M. M. (Seine) 1.350 ; R. Grevé (S.-et-O.) 300 ; G. Philpion (Cher) 200 ; P. Marchand (Paris) 150 ; Delierne (Alpes-Maritimes) 100 ; J. Duperray (Loire) 100 ; Mile Bonnet (Loire) 100 ; Buissonnière (Alier) 150 ; J. Costé (Dordogne) 300 ; A. Prudhomme (Loire-et-Cher) 100 ; G. Marion (Marbais) 500 ; P. Albert (Hérault) 100 ; Mme Chou (Haute-Saône) 100 ; J. Lèbre (Ardèche) 100 ; A. Testud (Loire) 100 ; A. Hennaut (Belgique) 50 ; A. Lemillier (Oise) 150 ; J. Pihen (Paris) 100 ; P. Travell (Vaucluse) 100. — Total : 5.116 francs.

## LES FAITS DU MOIS

**LUNDI 24 DECEMBRE.** — Le Vietminh s'empare du mont Bavi, sur la rive droite de la rivière Noire, à 15 km. au nord de Hoa-Binh.

**JEUDI 10 JANVIER.** — A Pan-Mun-Jam, les Allies rejettent de nouvelles propositions sino-coréennes.

En Allemagne occidentale, le parlement de Bonn par 256 voix contre 164 rejette le pacte charbonnier.

Le gouvernement tunisien par une note au Quai d'Orsay demande que soit préservée la souveraineté tunisienne.

**MARDI 15.** — Nouvelles opérations du Vietminh au Nord et au Sud du delta tonkinois.

L'artillerie britannique entre en action en Egypte.

**JEUDI 17.** — M. Edgar Faure est élu président du Conseil par 401 voix contre 101.

Les patrons de la métallurgie parisienne refusent toute augmentation de salaires.

**VENDREDI 18.** — Habib Bourguiba et plusieurs leaders neo-détachés sont placés en résidence forcée en Tunisie. Les syndicats tunisiens lancent l'ordre de grève générale.

**SAMEDI 19.** — Nouvelles manifestations en Tunisie. Le syndicat F.O. de la R.A.T.P. se retire du comité de grève, à la suite de la campagne des stalinistes.

Opérations de « nettoyage » dans le delta tonkinois.

Graves événements dans la zone du canal de Suez. A Lamsara où une religieuse américaine a été tuée, les Britanniques mènent une opération de police dans le quartier arabe.

**MARDI 22.** — Nouvelles manifestations en Tunisie.

**MERCREDI 23.** — L'agitation tunisienne gagne dans le Sud.

La Fédération autonome de l'Education Nationale décide de ne pas participer aux examens des bourses réservées aux élèves de l'enseignement privé.

Par 398 voix contre 230, l'Assemblée nationale vote le renvoi des interpellations sur la Tunisie. Révolte avortée au Népal.

**JEUDI 24.** — Nouvelle opération grave à Téboulba en Tunisie.

**VENDREDI 25.** — Bataille rangée à Hammala, entre Britanniques et policiers égyptiens.

# LA DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie

198, AVENUE DU MAINE PARIS-XIV<sup>e</sup>

C. U. P. 0450.00 Paris — SUP. 05-71

	Francs
Korinkoff : <i>Moscou ne croît pas aux larmes</i> .....	400
Karl Ludwig : <i>Fried Schinkel</i> .....	400
Edouard Dolléans : <i>Féminisme et mouvement ouvrier</i> .....	420
Michel Gorday : <i>Viva pour Moscou</i> .....	720
Thierry Maulnier : <i>La face de méduse du communisme</i> .....	480
Hermann Melville : <i>Omoo ou le vagabond du Pacifique</i> .....	590
Brière : <i>Salaires et niveau de vie en U.R.S.S.</i> .....	150
Jacques Dubain : <i>L'économie politique et l'abondance</i> .....	250
Albert Milhaud : <i>Nietzsche du radicalisme</i> .....	540
Alexandre Arnoux : <i>Les crimes innocents</i> .....	480
Général L.-M. Chassan : <i>La conquête de la Chine par Mao Tse-tung</i> .....	700
Cliff : <i>La Yougoslavie sous la menace intérieure et extérieure</i> .....	180
Sinclair Lewis : <i>Notre monde immense</i> .....	600
Edouard Peisson : <i>Américain conquérant polaire</i> .....	570
Michel Collin : <i>Essai sur la condition ouvrière</i> .....	510

PASSEZ VOS COMMANDES EN VOUS RECOMMANDANT  
DE « LA REVOLUTION PROLETARIENNE »